

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2011 B 09579

Numéro SIREN : 533 960 407

Nom ou dénomination : IDEMIA Group

Ce dépôt a été enregistré le 03/06/2021 sous le numéro de dépôt 28836

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense



Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

IDEMIA Group

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

IDEMIA Group

Société par actions simplifiée au capital de 784 831 164 €
Siège social : 2, place Samuel de Champlain - 92400 Courbevoie
RCS Nanterre B 533 960 407

[Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels](#)

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Associés de la société IDEMIA Group

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IDEMIA Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note 2.2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont évalués à la clôture à leur valeur d'inventaire correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (valeur d'entreprise), diminuée, le cas échéant, de l'endettement. Une dépréciation est constatée si cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié les hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'inventaire des titres ainsi que leur traduction chiffrée et apprécié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

A Paris-La Défense, le 5 Mars 2021

ERNST & YOUNG et Autres

A Paris- La Défense, le 5 mars 2021

Jean-Marc Deslandes

Mathieu Mougard

Béatrice Belle



IDEMIA GROUP S.A.S.

ETATS FINANCIERS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT	3
BILAN	4
NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE	6
NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6
2.1 BASE DE PREPARATION	6
2.2 TITRES DE PARTICIPATIONS	6
2.3 CREANCES	7
2.4 DETTES	7
2.5 INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE ET ENGAGEMENTS ASSIMILES	7
NOTE 3 – CHIFFRE D’AFFAIRES	8
NOTE 4 – AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	8
NOTE 5 – CHARGES DE PERSONNEL	8
NOTE 6 – AUTRES CHARGES	9
NOTE 7 – RESULTAT FINANCIER	9
NOTE 8 – IMPOT SUR LES BENEFICES	9
NOTE 9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10
NOTE 10 – CREANCES CLIENTS	10
NOTE 11 – AUTRES CREANCES	111
NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES	11
NOTE 13 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14
NOTE 14 – ENDETTEMENT FINANCIER NET	145
NOTE 15 – DETTES D’EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	15
NOTE 16 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	156
NOTE 17 – PRODUITS A RECEVOIR	156
NOTE 18 – CHARGES A PAYER	16
NOTE 19 – PARTIES LIEES	16
NOTE 20 – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	167
NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	16
NOTE 22 – AUTRES INFORMATIONS	17
22.1 EFFECTIF	17
22.2 ETAT CONSOLIDES	17
22.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	17
NOTE 23 – EVENEMENTS POST-CLOTURE	177

COMPTE DE RESULTAT

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Production vendue de biens			
Production vendue de services		4 683 417	5 949 039
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3	4 683 417	5 949 039
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges		0	62 618
Autres produits		1 388	477
PRODUITS D'EXPLOITATION		4 684 804	6 012 133
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			
Autres achats et charges externes	4	3 171 500	5 962 249
Impôts, taxes et versements assimilés		483 555	522 112
Salaires et traitements	5	4 610 189	4 398 605
Charges sociales	5	688 893	1 815 484
Dotations d'exploitation :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions		46 461	13 308
Autres charges	6	298 499	237 768
CHARGES D'EXPLOITATION		9 299 097	12 949 526
RESULTAT D'EXPLOITATION		-4 614 292	- 6 937 393
Produits financiers de participations			
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		7 459 761	7 627 688
Autres intérêts et produits assimilés		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change		11 719	9 046
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS		7 471 480	7 636 734
Dotations financières aux amortissements et provisions		957 055 000	
Intérêts et charges assimilées		41 593 041	37 511 606
Différences négatives de change		5 143	14 091
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
CHARGES FINANCIERES		998 653 184	37 525 697
RESULTAT FINANCIER	7	-991 181 704	- 29 888 963
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-995 795 996	- 36 826 356
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
PRODUITS EXCEPTIONNELS		-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	64 336
CHARGES EXCEPTIONNELLES		-	64 336
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-	64 336
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices	8	- 11 242 463	15 380
RESULTAT NET		- 984 553 533	- 36 906 072

BILAN

A. Bilan actif

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			
Frais de développement			
Concessions, brevets et droits similaires			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Avances, acomptes sur immo. incorporelles			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, mat. et outillage			
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations	9	1 083 300 204	2 040 355 204
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts	9	195 815 856	195 665 856
Autres immobilisations financières			
ACTIF IMMOBILISE		1 279 116 060	2 236 021 060
STOCKS ET EN-COURS			
Matières premières, approvisionnements			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
Avances, acomptes versés sur commandes			
CREANCES			
Créances clients et comptes rattachés	10	1 108 402	-
Autres créances	11	15 205 162	23 226 986
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	14	585 000	379
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance		25 182	0
ACTIF CIRCULANT		16 923 746	23 227 365
Frais d'émission d'emprunts à étaler			
Primes de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion actif			
TOTAL DE L'ACTIF		1 296 039 806	2 259 248 425

B. Bilan passif

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		784 780 652	784 077 679
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 059 713 627	1 059 091 234
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-	171 482 094	134 576 022
Résultat de l'exercice	-	984 553 533	36 906 072
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		170 300	170 300
CAPITAUX PROPRES	12	688 628 952	1 671 857 119
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES		-	-
Provisions pour risques		-	-
Provisions pour charges		112 776	66 315
PROVISIONS	13	112 776	66 315
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires	14	359 699 288	328 069 166
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14	202 213 323	202 238 934
Emprunts et dettes financières divers	14	37 514 339	47 510 615
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	5 004 384	4 203 719
Dettes fiscales et sociales	15	2 815 324	5 258 805
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	15	51 420	43 751
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		607 298 078	587 324 990
Ecarts de conversion passif			0
TOTAL DU PASSIF		1 296 039 806	2 259 248 425

NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

Pierre Barrial a été nommé Président de la Société par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Yann Delabrière, démissionnaire.

Yann Delabrière a été nommé Président du Conseil de surveillance par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Jan Janshen, démissionnaire.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 n'a pas eu d'impact sur les comptes statutaires d'IDEMIA Group, du fait de son activité de holding. En revanche, la pandémie actuelle a eu pour conséquence de différer l'amélioration des flux futurs de trésorerie générées par l'activité du Groupe entraînant une baisse de valeur de l'entreprise. En conséquence, une provision pour dépréciation des titres d'IDEMIA Finance a été constituée à hauteur de 957 M€.

NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 BASE DE PREPARATION

Les comptes sociaux au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement de l'ANC 2014-03 relatif au plan comptable général et des règlements de l'ANC le modifiant.

Le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2020 ont été établis dans le respect des principes de prudence et conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et de l'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces comptes annuels 2020 sont identiques à ceux de l'exercice 2019.

Les états financiers de IDEMIA GROUP S.A.S sont présentés en euros, sauf mention contraire.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18 février 2021 par le Président.

2.2 TITRES DE PARTICIPATIONS

Coût d'entrée des participations

Les participations figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition des titres comprend leur prix d'achat (y compris les éventuels compléments de prix).

Les frais d'acquisition de titres, dont la liste est limitativement fixée par le PCG (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes), sont incorporés au coût d'acquisition des titres. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire afin de bénéficier d'une déduction fiscale.

Cet amortissement dérogatoire donne lieu à la comptabilisation d'une dotation annuelle, classée en résultat exceptionnel, à hauteur de 1/5ème (calculé prorata temporis) du montant total des frais d'acquisition. La société constitue ainsi une provision réglementée qui ne sera reprise que lors de la sortie des titres.

Dépréciation des titres de participations

A la clôture de l'exercice, la société compare la valeur nette comptable des titres de participation à leur valeur d'inventaire.

La valeur d'inventaire des titres est appréciée en fonction de la valeur intrinsèque des fonds propres, correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (valeur d'entreprise), diminuée, le cas échéant, de l'endettement.

Une dépréciation des titres a été constituée en 2020 pour 957 055 milliers d'euros.

2.3 CREANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est enregistrée lorsqu'il apparaît à la clôture de l'exercice que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable et qu'il existe une perte probable, jugée réversible.

Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts octroyés à des entités dans lesquelles la société (prêteur) détient une participation.

2.4 DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.5 INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées dans les comptes, en provisions, au passif du bilan, en application de la méthode préférentielle, conformément à l'application de la recommandation du CNC (Rec. CNC n°2003 R.01 émise le 1^{er} avril 2003) et de l'ANC (rec. 2013-02).

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ en retraite ont été calculés selon la méthode rétrospective (méthode dite du P.B.O : « Projected Benefit Obligation »).

Celle-ci repose sur une évaluation actuarielle et prend en compte les droits acquis au moment du départ en retraite, ainsi que les salaires projetés de fin de carrière. Les coûts estimés des engagements sont provisionnés suivant la technique recommandée par l'O.E.C., à savoir, le prorata des droits au terme (lissage de l'engagement total sur l'ensemble de la vie active des salariés).

A partir de l'exercice 2018, les comptes annuels présentent une vision des engagements avec la reconnaissance des écarts actuariels et des coûts des services passés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2020	31/12/2019
Taux d'actualisation	0,30%	0,70%
Taux d'augmentation des salaires	1,5% à 4% (en fonction de l'âge)	0% à 4% (en fonction de l'âge)
Age de départ à la retraite	65 (cadres) 62 (non cadres)	65 (cadres) 62 (non cadres)
Taux de rotation	0% à 12,81% (en fonction de l'âge)	0% à 6% (en fonction de l'âge)

Le montant de l'engagement pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 110 431 euros au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, la provision au titre des médailles du travail s'élève à 2 345 euros au 31 décembre 2020.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé par la société correspond aux prestations rendues par cette dernière à la société IDEMIA France S.A.S. Les prestations réalisées correspondent principalement à des services rendus en matière de direction générale, financière et gestion des relations humaines, ainsi qu'à la définition de la stratégie du groupe IDEMIA.

La baisse du chiffre d'affaire 2020 est en lien avec la diminution des charges de personnel et autres charges à refacturer à IDEMIA France

NOTE 4 – AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Honoraires	2 193 548	4 994 619
Autres	977 954	967 630
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	3 171 501	5 962 249

Ce poste comprend principalement des honoraires de commissariat aux comptes et d'assistance juridique, financière et à la direction générale.

NOTE 5 – CHARGES DE PERSONNEL

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements	4 610 189	4 398 605
Charges sociales	688 893	1 815 484
CHARGES DE PERSONNEL	5 299 082	6 214 090

NOTE 6 – AUTRES CHARGES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Jetons de présence	298 333	234 384
Perte de change d'exploitation	159	1 024
Autres	7	2 360
AUTRES CHARGES	298 499	237 768

Le nombre d'administrateurs au 31 décembre 2020 est de 9

NOTE 7 – RESULTAT FINANCIER

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts sur prêts	7 459 761	7 439 379
Intérêts sur emprunt	-40 083 212	-37 123 429
Intérêts sur comptes courants	-659 248	131 817
Intérêts sur cession CIR/CICE	-850 000	-330 980
Intérêts bancaires	-580	-705
Dotation aux provisions sur titres	-957 055 000	-
Pertes de change nettes	6 576	-5 044
RESULTAT FINANCIER	-991 181 704	-29 888 962

Le résultat financier comprend principalement :

- Des produits d'intérêts sur prêt en faveur d'IDEMIA Finance, rémunéré au taux de 3,75% (Note 9).
- Des charges d'intérêts relatives aux prêts d'actionnaire et emprunts obligataires (Note 14).
- Une dotation aux provisions sur les titres IDEMIA FINANCE pour un montant de 957 055 milliers d'euros (Note 9).

NOTE 8 – IMPOT SUR LES BENEFICES

IDEMIA a opté en faveur du régime d'intégration fiscale. La société IDEMIA GROUP S.A.S. est tête de groupe d'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012. Le groupe intégré comprend la société mère et ses principales filiales françaises.

La convention d'intégration fiscale prévoit que :

- Les filiales comptabilisent leur impôt comme si elles n'étaient pas membre du groupe
- Les économies d'impôts éventuelles soient prises au compte de résultat de la société tête de groupe et ne soient pas restituées aux filiales.

Un produit d'intégration fiscale a été constaté pour un montant de 11 243 milliers d'euros au 31 décembre 2020 avec les sociétés Idemia Identity & Security France et IDEMIA Finance.

Le résultat d'ensemble du groupe fiscal est une perte de 16 619 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et le montant des déficits groupe s'élève à 940 627 milliers d'euros.

Les déficits propres à IDEMIA GROUP S.A.S s'élèvent à 228 794 milliers d'euros au 31 décembre 2020, dont 226 503 milliers d'euros nés pendant la période d'intégration fiscale et perdus pour la société en cas de sortie de cette intégration fiscale. En revanche, en cas de sortie, les déficits reportables du groupe fiscal deviendront des déficits propres d'IDEMIA GROUP SAS.

La créance en germe du CIR 2020 a été cédée partiellement à fin décembre pour un montant de 17 343 milliers d'euros. Une cession des créances de CIR de l'année 2019 avait été par ailleurs réalisé au mois de juin 2020 pour un montant de 21 638 milliers d'euros.

NOTE 9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Idemia Finance S.A.S	1 083 300 194	2 040 355 194
Idemia France S.A.S	9	9
Idemia Identity & Security S.A.S	1	1
PARTICIPATIONS	1 083 300 204	2 040 355 204
Prêts - Idemia Finance S.A.S	195 665 856	195 665 856
Autre prêts	150 000	-
Intérêts courus sur prêts	-	-
PRETS	195 815 856	195 665 856
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 279 116 060	2 236 021 060

Une provision pour dépréciation des titres de participations IDEMIA Finance a été constituée pour un montant de 957 055 milliers d'euros.

NOTE 10 – CREANCES CLIENTS

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Idemia Finance S.A.S	1 108 402	-
CREANCES CLIENT	1 108 402	-

Le solde des créances clients au 31 décembre 2020 correspond aux factures émises aux différentes sociétés du groupe et lesquelles ne sont pas encore réglées.

NOTE 11 – AUTRES CREANCES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Avances et acomptes	-	-
CREANCES SOCIALES	-	-
Impôt sur les bénéfices	2 029 760	21 609 968
TVA	1 035 059	692 406
CVAE	-	29 638
Autres créances fiscales - sociales	41 227	8
CREANCES FISCALES	3 106 046	22 332 020
Réserve de garantie sur cession CIR	355 170	776 273
Fournisseurs débiteurs		118 693
Comptes courants	11 743 945	-
DEBITEURS DIVERS	12 099 115	894 966
AUTRES CREANCES	15 205 162	23 226 986

Le poste « Impôt sur les bénéfices » correspond aux crédits d'impôt recherche relatifs aux sociétés IDEMIA France (pour 944 milliers d'euros), Idemia Identity & Security France (pour 951 milliers d'euros) et IDEMIA Starchip (134 milliers d'euros) restant à recevoir.

Les CIR constatés en réserve de garantie correspondent aux CIR de 2017. Le CIR de l'année 2020 n'a pas encore été complètement mobilisé à fin 2020 (cession complémentaire prévue pour 2021).

Le poste « Comptes courants » correspond à des produits d'intégration fiscale relatifs aux sociétés Idemia Identity & Security France et IDEMIA Finance.

NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES

(en euros)	31/12/2019	Affectation Résultat	Autres mouvements	Résultat 2020	31/12/2020
Capital Social	784 077 679		702 973		784 780 652
Prime d'émission	1 059 091 234		622 393		1 059 713 627
Prime indisponible	0				0
Réserve légale	0				0
Report à nouveau	-134 576 022	-36 906 072			-171 482 094
Résultat de l'exercice	-36 906 072	36 906 072		-984 553 533	-984 553 533
SITUATION NETTE	1 671 686 819	0	1 325 366	-984 553 533	688 458 652
Provisions réglementées	170 300				170 300
CAPITAUX PROPRES	1 671 857 119	0	1 325 366	-984 553 533	688 628 952

Capital social :

Au 31 décembre 2020, le capital social de la société IDEMIA GROUP SAS se compose de 784 780 652 actions entièrement libérées de 1 euro de valeur nominale chacune.

Plusieurs augmentations de capital ont eu lieu sur l'exercice :

Le 20 avril 2020, augmentation de 437 382 euros portant le capital social de 784 077 679 euros à 784 515 061 euros et résultant de la conversion de 2 169 853 actions O en actions A, puis de l'émission de 437 382 actions B de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,7011 euro ;

Le 12 juin 2020, augmentation de 264 691 euros portant le capital de 784 515 061 euros à 784 779 752 euros par voie d'émission de :

- 225 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 252 608 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission unitaire de 1,2535 euros ;
- 3 885 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 7 973 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;

Le 11 décembre 2020, augmentation de 900 euros portant le capital social de 784 779 752 euros à 784 780 652 euros par voie d'émission de 900 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune.

(i) La valeur des actions privilégiées en circulation par catégorie d'actions au 31 décembre 2020 est :

	31/12/2020		31/12/2019	
	Nb. Actions	Montant	Nb. Actions	Montant
AP A	27 463 900	27 463 900	25 294 047	25 294 047
AP B	5 535 961	5 535 961	5 098 579	5 098 579
AP C	68 000	68 000	68 000	68 000
AP D	500 000	500 000	500 000	500 000
AP E	13 815	13 815	12 690	12 690
AP E'	3 885	3 885		
AP F	2 264 214	2 264 214	2 011 606	2 011 606
AP G	7 973	7 973	-	-
AP O	748 922 904	748 922 904	751 092 757	751 092 757
TOTAL	784 780 652	784 780 652	784 077 679	784 077 679

Chacune des catégories des actions privilégiées a des droits préférentiels différents en cas de liquidation. Toutes les actions privilégiées doivent automatiquement être converties en action ordinaires en cas de fusion entraînant un changement de contrôle.

Dans le cas d'une introduction en bourse, toutes les actions privilégiées autres qu'AP D seront automatiquement converties en actions ordinaires. Toutefois, le Conseil de surveillance peut décider que les actions AP E, AP E', AP F et AP G ne seront pas converties en actions ordinaires en cas d'introduction en bourse, sous réserve des termes et conditions décrits dans les statuts de la Société.

Les prix de conversion sont déterminés en fonction des montants définis par les droits préférentiels tels que décrits dans les statuts de la Société.

La société IDEMIA Group SAS a mis en place :

- le 14 décembre 2017 un plan d'actions gratuites classe E et classe F

- le 12 mars 2020 un plan d'action gratuites classe E' et G

au profit des mandataires sociaux et/ou des salariés d'IDEMIA Group et des sociétés dont 10% au moins du capital et des droits de vote sont détenus par IDEMIA Group :

a. Attribution gratuite des actions classe E :

- Le nombre total d'actions classe E pouvant être émises ou achetées est de 15 700 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

b. Attribution gratuite des actions classe F :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 3 550 033 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

c. Attribution gratuite des actions classe E' :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 6 439 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- L'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

d. Attribution gratuite des actions classe G :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 25 439 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

2020						
	Actions restant à attribuer au 1er janvier	Action émises au cours de l'exercice	Actions attribuées au cours de l'exercice	Actions annulées, rendues caduques, autres mouvements	Nombre d'actions existantes au 31 décembre	
Actions Plan E	3 825		-3 435			390
Actions Plan F	1 079 130		-356 141	-	326 808	396 181
Action plan E'	0	6 439	-4 258			2 181
Action plan G	0	25 439	-21 757			3 682
TOTAL	1 082 955	31 878	-	385 591	-	326 808
						402 434

Provisions réglementées :

Les provisions réglementées correspondent à des amortissements dérogatoires relatifs aux frais d'acquisition des titres de IDEMIA FINANCE S.A.S.

NOTE 13 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Retraites IFC	64 776	45 655	-	110 432
Médailles du travail	1 539	806	-	2 345
Risque social	-	-	-	-
PROVISIONS RISQUES / CHARGES	66 315	46 461	-	112 777

NOTE 14 – ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Emprunt obligataire	327 325 136	298 633 735	271 839 346
Intérêts courus	32 374 152	29 435 431	26 794 389
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	359 699 288	328 069 166	298 633 735
Emprunts auprès des ets de crédit	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Intérêts courus	0	0	0
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Compte courant IDEMIA France	37 514 058	28 132 418	0
Compte courant impôt Intégration fiscale	0	19 326 966	46 853 852
Intérêts sur compte courant	41	51 231	201
Autres	240	0	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	37 514 339	47 510 615	46 854 053
DISPONIBILITES NETTES	-576 537	33 695	76 572
ENDETTEMENT FINANCIER NET	598 841 950	577 818 337	547 769 221

Le 30 novembre 2011, le Groupe a émis des obligations subordonnées pour un montant total de 267,5 millions d'euros à son actionnaire principal. Elles portent un intérêt à des taux compris entre 9% et 10%. Les intérêts courus sont capitalisés pendant toute la durée du contrat et seront payables à l'échéance. Les détenteurs des obligations peuvent exiger un remboursement immédiat en cas d'introduction en bourse ou de changement de contrôle du Groupe.

NOTE 15 – DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes Fournisseurs	5 004 382	4 203 719
Dettes Sociales	2 031 363	4 983 140
Dettes Fiscales	783 961	275 665
DETTES D'EXPLOITATION	7 819 706	9 462 524
Jetons de présence à payer	51 419	43 750
Autres Créditeurs	1	1
AUTRES DETTES	51 420	43 751
DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	7 871 126	9 506 275

Les dettes sociales sont constituées essentiellement de charges de rémunérations variables à payer (charges sociales comprises).

NOTE 16 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

(en euros)	31/12/2020	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts participatifs Groupe et intérêts	195 815 856	150 000	195 665 856	
Créances clients	1 108 402	1 108 402		
Autres créances	15 205 162	15 205 162		
Disponibilités	585 000	585 000		
Emprunts obligataires	- 359 699 288			- 359 699 288
Emprunts auprès des ets de crédit	- 202 213 323	- 8 462	- 202 204 861	
Emprunts et dettes financières div.	- 37 514 339	- 37 514 339		
Dettes d'exploitation	- 7 819 706	- 7 819 706		
Autres dettes	- 51 420	- 51 420		
TOTAL	- 394 583 656	- 28 345 363	- 6 539 005	- 359 699 288

NOTE 17 – PRODUITS A RECEVOIR

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs - avoirs à recevoir	-	118 693
Autres créances fiscales - sociales	41 227	-
PRODUITS A RECEVOIR	41 227	118 693

NOTE 18 – CHARGES A PAYER

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Prêts d'actionnaire intérêts courus	32 374 152	29 435 431
Dettes fournisseurs	4 602 687	3 938 696
Dettes sociales	1 864 391	4 554 855
Dettes fiscales	149 501	26 697
CHARGES A PAYER	38 990 732	37 955 679

NOTE 19 – PARTIES LIEES

L'ensemble des transactions pratiquées par la société sont conclues à des conditions normales de marché.

Ces transactions incluent les rémunérations versées aux dirigeants ainsi que les engagements hors bilan de la société envers ces dirigeants. Ces informations ne sont pas détaillées dans ce document afin de ne pas présenter d'information individuelle. Elles sont incluses dans la note « 9.4 Transactions avec les membres clés du management » des états financiers consolidés du groupe IDEMIA au 31 décembre 2020.

NOTE 20 – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau	% de participation	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffres d'affaires 2020	Résultat net 2020	Dividendes encaissés
Idemia Finance S.A.S.	1 603 571	132 177	100%	2 040 355 204	1 083 300 204			3 966	-926 048	0

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre de l'emprunt « Senior Facility Agreement » du 15 décembre 2016, la société IDEMIA GROUP S.A.S. et ses filiales ont accordé diverses sûretés.

S'agissant d'IDEMIA Group, les principales sûretés accordées aux banques pour permettre le financement sont les suivantes :

1. Nantissement sur des contrats de prêt inter-compagnies
2. Nantissement de certains comptes bancaires
3. Nantissement de comptes de titres de participation d'IDEMIA FINANCE S.A.S.

En 2019, IDEMIA Group a fait émettre une caution bancaire de restitution d'acompte dans le cadre d'un contrat commercial signé par la filiale IDEMIA America. Au 31 décembre 2020 le montant de cette caution bancaire est de 4,5 millions dollars.

NOTE 22 – AUTRES INFORMATIONS

22.1 EFFECTIF

L'effectif moyen s'élève à 4,42 cadres permanents sur 2020.

22.2 ETAT CONSOLIDES

IDEMIA GROUP S.A.S. est la tête consolidante du groupe IDEMIA.

22.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2020 figurant au compte de résultat s'élève à 682 000 euros hors taxes.

Le montant des honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes (SACC) s'élève à 168 250 euros hors taxes.

NOTE 23 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le 14 janvier 2021, augmentation de 50 512 euros portant le capital social de 784 780 652 euros à 784 831 164 euros par voie d'émission de :

- 186 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 203 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 200 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 49 923 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission.

IDEMIA GROUP
Société par Actions Simplifiée
au capital de 785.119.761 euros
2 place Samuel de Champlain, 92400 Courbevoie
533 960 407 R.C.S. Nanterre

(la « **Société** »)

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL DU 30 AVRIL 2021 DU RESULTAT DE LA CONSULTATION PAR CORRESPONDANCE DES ASSOCIES INITIEE LE 21AVRIL 2021

Les associés de la Société (les "**Associés**") ont été consultés, dans le cadre de la consultation par correspondance initiée par le Président le 21 avril 2021 conformément à l'article 16.3.2 des statuts de la Société, sur l'ordre du jour suivant :

(...)

2. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;

(...)

15. Pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités.

Les Associés ont reçu le 21 avril 2021 les rapports du Président, le texte des résolutions proposées par le Président, les rapports des Commissaires aux comptes, les statuts de la Société et un formulaire de vote par correspondance.

Les Commissaires aux comptes de la Société ont été également informés des résolutions proposées.

Le Président déclare avoir invité les Associés à lui retourner leur formulaire de vote dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception du texte des résolutions proposées pour émettre un vote par tous moyens écrits y compris par transmission électronique.

Il résulte du dépouillement des votes que les votes suivants ont été émis sur les résolutions proposées.

DEUXIEME RESOLUTION

Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport des Commissaires aux comptes, décident d'affecter la perte de l'exercice d'un montant de (984.553.533) euros ainsi qu'il suit :

Montant du report à nouveau débiteur avant affectation	(171.482.094) €
Affectation 2020 au compte report à nouveau débiteur	(984.553.533) €
Montant du report à nouveau débiteur après affectation	(1.156.035.627) €

Les Associés prennent acte qu'aucun dividende n'a été distribué par la Société au titre des trois derniers exercices.

Cette résolution est adoptée comme suit :

Vote pour : 779.015.800 voix

Vote contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

QUINZIEME RESOLUTION

Pouvoir en vue de l'accomplissement des formalités

Les Associés donnent tout pouvoir au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes ainsi qu'au formaliste la société OSP, domiciliée 14 rue Beffroy - 92200 Neuilly-sur-Seine à l'effet d'effectuer toutes les formalités prévues par la loi.

Cette résolution est adoptée comme suit :

Vote pour : 779.015.500 voix

Vote contre : 0 voix

Abstention : 300 voix

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président.



Certifié conforme à l'original par :
Adrien CADIEUX, Directeur Juridique



IDEMIA GROUP S.A.S

Société par Actions Simplifiée au capital social de 784 831 164 euros

Siège social : 2, Place Samuel de Champlain 92400 Courbevoie

533.960.407 RCS NANTERRE

**RAPPORT DU PRESIDENT SUR LES OPERATIONS
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020**

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société, nous avons l'honneur de vous rendre compte de la gestion du Groupe et de la Société, de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020, d'entendre les rapports des commissaires aux comptes, ainsi que de décider de l'affectation du résultat.

Les convocations prescrites vous ont été adressées dans les formes et délais statutaires et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ainsi que les statuts de la Société ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

RAPPORT DE GESTION SUR L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

1. SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE

Activité de la Société

Au cours de l'exercice 2020, la Société a poursuivi son rôle d'holding animatrice du Groupe IDEMIA.

La Société a pour principale activité :

- L'achat, la souscription, la gestion, la cession ou l'apport d'actions ou d'autres valeurs mobilières de toutes sociétés ;
- Toutes prestations de service et conseil en matière de stratégie, direction générale et management envers ses filiales et participations directes ou indirectes ;
- Les activités d'une société de financement de groupe ;

La Société détient la totalité des titres IDEMIA Finance SAS ainsi qu'une participation très minoritaire dans IDEMIA France et Idemia Identity & Security S.A.S France.

Présentation des comptes

Les états financiers que nous soumettons à votre approbation sont établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur. Ils ne comportent aucune modification, que ce soit au niveau de la présentation des comptes ou à celui des méthodes d'évaluation, par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Compte de résultat

(en euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
Production vendue de biens		
Production vendue de services	4 683 417	5 949 039
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	4 683 417	5 949 039
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation		
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges	0	62 618
Autres produits	1 388	477
PRODUITS D'EXPLOITATION	4 684 804	6 012 133
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)		
Autres achats et charges externes	3 171 500	5 962 249
Impôts, taxes et versements assimilés	483 555	522 112
Salaires et traitements	4 610 189	4 398 605
Charges sociales	688 893	1 815 484
Dotations d'exploitation :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements		
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	46 461	13 308
Autres charges	298 499	237 768
CHARGES D'EXPLOITATION	9 299 097	12 949 526
RESULTAT D'EXPLOITATION	-4 614 292	- 6 937 393
Produits financiers de participations		
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 459 761	7 627 688
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	11 719	9 046
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
PRODUITS FINANCIERS	7 471 480	7 636 734
Dotations financières aux amortissements et provisions	957 055 000	
Intérêts et charges assimilés	41 593 041	37 511 606
Différences négatives de change	5 143	14 091
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
CHARGES FINANCIERES	998 653 184	37 525 697
RESULTAT FINANCIER	-991 181 704	- 29 888 963
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	-995 795 996	- 36 826 356
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	-	64 336
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	64 336
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-	64 336
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	- 11 242 463	15 380
RESULTAT NET	- 984 553 533	- 36 906 072

Résultat d'exploitation

La Société a réalisé un chiffre d'affaires de 4 683 417 € en 2020 contre 5 949 039 euros en 2019.

Le chiffre d'affaires réalisé par la société correspond aux prestations rendues par cette dernière à la société IDEMIA France S.A.S. Les prestations réalisées correspondent principalement à des services rendus en matière de direction générale, financière et gestion des relations humaines, ainsi qu'à la définition de la stratégie du Groupe Idemia.

La baisse du chiffre d'affaire 2020 est en lien avec la diminution des charges de personnel et autres charges à refacturer à IDEMIA France et aux autres sociétés du groupe.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 9 299 097 euros, la société affiche une perte d'exploitation de 4 614 292 € contre une perte de 6 937 393 euros en 2019.

Résultat financier

Le résultat financier est une perte de 991 181 704 € contre une perte de 29 888 963 euros en 2019.

Il comprend principalement :

- Des produits d'intérêts sur prêt en faveur d'IDEMIA Finance S.A.S., rémunéré au taux de 3,75 %, pour un montant de 7 459 761 euros,
- Des charges d'intérêts relatives aux emprunts en cours, pour un montant de 41 593 041 euros
- Une provision de dépréciation des titres de participations Idemia Finance pour 957 055 000 euros

Résultat net

La perte de l'exercice s'élève à 984 553 533 euros contre une perte de 36 906 072 euros en 2019.

Bilan

(en euros)	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Frais d'établissement		
Frais de développement		
Concessions, brevets et droits similaires		
Fonds commercial		
Autres immobilisations incorporelles		
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Terrains		
Constructions		
Installations techniques, mat. et outillage		
Autres immobilisations corporelles		
Immobilisations en cours		
Avances et acomptes		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		
Participations	1 083 300 204	2 040 355 204
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts	195 815 856	195 665 856
Autres immobilisations financières		
ACTIF IMMOBILISE	1 279 116 060	2 236 021 060
STOCKS ET EN-COURS		
Matières premières, approvisionnements		
En-cours de production de biens		
En-cours de production de services		
Produits intermédiaires et finis		
Marchandises		
Avances, acomptes versés sur commandes		
CREANCES		
Créances clients et comptes rattachés	1 108 402	-
Autres créances	15 205 162	23 226 986
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	585 000	379
COMPTES DE REGULARISATION		
Charges constatées d'avance	25 182	0
ACTIF CIRCULANT	16 923 746	23 227 365
Frais d'émission d'emprunts à étaler		
Primes de remboursement des obligations		
Ecarts de conversion actif		
TOTAL DE L'ACTIF	1 296 039 806	2 259 248 425

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		784 780 652	784 077 679
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 059 713 627	1 059 091 234
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-	171 482 094	134 576 022
Résultat de l'exercice	-	984 553 533	36 906 072
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		170 300	170 300
CAPITAUX PROPRES	12	688 628 952	1 671 857 119
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES		-	-
Provisions pour risques		-	-
Provisions pour charges		112 776	66 315
PROVISIONS	13	112 776	66 315
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires	14	359 699 288	328 069 166
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14	202 213 323	202 238 934
Emprunts et dettes financières divers	14	37 514 339	47 510 615
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	5 004 384	4 203 719
Dettes fiscales et sociales	15	2 815 324	5 258 805
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	15	51 420	43 751
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		607 298 078	587 324 990
Ecarts de conversion passif			0
TOTAL DU PASSIF		1 296 039 806	2 259 248 425

Immobilisations financières

Une provision pour dépréciation des titres de participation d'IDEMIA Finance a été dotée en 2020 pour 957 055 000 euros.

Créances clients

Le solde des créances clients au 31 décembre 2020 correspond aux factures émises aux différentes sociétés du groupe et restant encore à payer.

Autres créances

Les autres créances, d'un montant total de 15 205 162 € contre 23 226 986 euros au 31 décembre 2019 comprennent les comptes courants d'intégration fiscale des sociétés membres du groupe d'intégration fiscale dont IDEMIA GROUP est la société de tête.

Les capitaux propres

La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

(en euros)	31/12/2019	Affectation Résultat	Autres mouvements	Résultat 2020	31/12/2020
Capital Social	784 077 679		702 973		784 780 652
Prime d'émission	1 059 091 234		622 393		1 059 713 627
Prime indisponible	0				0
Réserve légale	0				0
Report à nouveau	-134 576 022	-36 906 072			-171 482 094
Résultat de l'exercice	-36 906 072	36 906 072		-984 553 533	-984 553 533
SITUATION NETTE	1 671 686 819	0	1 325 366	-984 553 533	688 458 652
Provisions réglementées	170 300				170 300
CAPITAUX PROPRES	1 671 857 119	0	1 325 366	-984 553 533	688 628 952

Au 31 décembre 2020, le capital social de la Société se compose de 784 780 652 actions entièrement libérées de 1 euro de valeur nominale chacune.

Plusieurs augmentations de capital ont eu lieu sur l'exercice :

- Le 20 avril 2020, augmentation de 437 382 euros portant le capital social de 784 077 679 euros à 784 515 061 euros et résultant de la conversion de 2 169 853 actions O en actions A, puis de l'émission de 437 382 actions B de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,7011 euro ;
- Le 12 juin 2020, augmentation de capital de 264 691 euros portant le capital de 784 515 061 euros à 784 779 752 euros par voie d'émission de :
 - 225 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
 - 252 608 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission unitaire de 1,2535 euros ;
 - 3 885 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
 - 7 973 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- Le 11 décembre 2020, augmentation de 900 euros portant le capital social de 784 779 752 euros à 784 780 652 euros par voie d'émission de 900 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune.

Est joint en **Annexe A** au présent rapport, le tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Dettes financières

L'endettement financier net s'élève à 598 841 950 euros et se décompose comme suit :

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Emprunt obligataire	327 325 136	298 633 735	271 839 346
Intérêts courus	32 374 152	29 435 431	26 794 389
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	359 699 288	328 069 166	298 633 735
Emprunts auprès des ets de crédit	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Intérêts courus	0	0	0
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Compte courant IDEMIA France	37 514 058	28 132 418	0
Compte courant impôt Intégration fiscale	0	19 326 966	46 853 852
Intérêts sur compte courant	41	51 231	201
Autres	240	0	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	37 514 339	47 510 615	46 854 053
DISPONIBILITES NETTES	-576 537	33 695	76 572
ENDETTEMENT FINANCIER NET	598 841 950	577 818 337	547 769 221

Prêts d'actionnaire (obligations subordonnées)

Le 30 novembre 2011, la Société a émis des obligations subordonnées pour un montant total de 267,5 millions d'euros à son actionnaire principal. Elles portent intérêt à des taux compris entre 9 % et 10 %. Les intérêts courus sont capitalisés pendant toute la durée du contrat et seront payables à l'échéance. Le principal et les intérêts capitalisés sont remboursables in fine en 2026. Les détenteurs des obligations peuvent exiger un remboursement immédiat en cas d'introduction en bourse ou de changement de contrôle du Groupe.

Emprunt obligataire

Un emprunt obligataire pour un montant de 202 millions d'euros a été souscrit le 10 janvier 2017 avec une échéance au 10 janvier 2024. Le taux d'intérêt applicable est de 3,75 % et les intérêts sont payés trimestriellement.

Le précédent emprunt de 190 millions d'euros a été remboursé suite au refinancement.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ECOULE

Pierre Barrial a été nommé Président de la Société par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Yann Delabrière, démissionnaire.

Yann Delabrière a été nommé Président du Conseil de surveillance par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Jan Janshen, démissionnaire.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 n'a pas eu d'impact sur les comptes statutaires

d'IDEMIA Group, du fait de son activité de holding. En revanche, la pandémie actuelle a eu pour conséquence de différer l'amélioration des flux futurs de trésorerie générées par l'activité du Groupe entraînant une baisse de valeur de l'entreprise. En conséquence, une provision pour dépréciation des titres d'IDEMIA Finance a été constituée à hauteur de 957 M€.

3. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE

La Société entend poursuivre l'activité relative à son objet social au cours de l'exercice à venir.

4. EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LA CLOTURE DU DERNIER EXERCICE

Le 14 janvier 2021, augmentation de 50 512 euros portant le capital social de 784 780 652 euros à 784 831 164 euros par voie d'émission de :

- 186 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 203 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 200 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 49 923 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission.

5. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

6. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Prises de participations significatives ou prise de contrôle

Aucune participation n'a été acquise ou cédée par la Société au cours de l'exercice.

Figure en **Annexe B** au présent rapport une liste des sociétés contrôlées par la Société au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

Activité des filiales

Nous vous rappelons que le tableau des filiales et participations est annexé aux comptes.

Au 31 décembre 2020, la Société détenait la participation significative suivante :

- 100 % du capital de la société IDEMIA Finance S.A.S.

IDEMIA Finance S.A.S

Le chiffre d'affaires réalisé par cette filiale s'est élevé à 3 965 701 € contre 2 436 389 € en 2019. Le résultat net de l'exercice 2020 s'est traduit par une perte de 926 047 751 € contre une perte de 37 253 184 € en 2019.

7. INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous portons à votre connaissance les informations suivantes sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients.

La ventilation par date d'échéance des dettes fournisseurs au 31 décembre 2020 est la suivante :

Au 31/12/2020-En milliers d'euros	1 à 30 jours	de 30 à 60 jours	Plus de 60 jours	TOTAL
Factures échues par tranches de retard de paiement				
Montant			0	0
Nombre de factures	NA	NA	1	
Pourcentage des achats				0,00%
Factures non parvenues				
Factures externes non parvenues			4 603	4 603
Factures Intra-Groupe non parvenues			0	0
Total	0	0	4 603	4 603

La ventilation par date d'échéance des créances clients au 31 décembre 2020 est la suivante :

Au 31/12/2020-En milliers euros	1 à 30 jours	le 30 à 60 jour	Plus de 60 jours	TOTAL
Créances échues				
Montant	106	451	0,00	557
Nombre de factures	2	5		
Pourcentage des ventes	2,27%	9,64%		12%
Total des créances clients	106	451	0	558

8. DEPENSES NON-DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous informons que le montant des dépenses et charges non déductibles fiscalement s'élève à 6 120 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, imposable au taux de 28 %.

9. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

Nous proposons à l'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, d'affecter la perte de 984 553 533 € de l'exercice au compte de « report à nouveau ».

Après affectation, le compte « report à nouveau » serait porté à -1 156 035 627 euros.

10. RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUES

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été procédé à une distribution de dividendes au titre des trois précédents exercices.

11. INFORMATIONS RELATIVES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET AU CONTROLE DE LA SOCIETE

Attributions gratuites d'actions ou options de souscription ou d'achat d'actions consentis aux mandataires sociaux

Stock-options

Au titre de l'exercice 2020, aucune option n'a été consentie aux mandataires sociaux de la Société, par la Société elle-même, par celles qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de Commerce ou par les sociétés contrôlées au sens de l'article L. 233-16 du même code.

Actions gratuites

Dans le cadre des plans d'actions gratuits décidés en 2017 et 2020 au bénéfice des cadres dirigeants, il a été procédé, au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'attribution de 373 733 actions gratuites. Par ailleurs, 900 actions gratuites ont été acquises par les bénéficiaires au cours de l'exercice.

Conventions réglementées

Aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Situation des Commissaires aux comptes

Nous vous rappelons que les sociétés Ernst & Young et Mazars exercent les fonctions de Commissaires aux comptes titulaires. Leurs mandats expireront respectivement à l'issue des décisions des associés qui statueront sur les comptes des exercices clos les 31 décembre 2022 et 31 décembre 2023.

1. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ont été établis en conformité avec les normes comptables IFRS telles qu'adoptées par l'UE.

2. FAITS MARQUANTS

2.1. Nouvelle organisation opérationnelle

En février 2019, IDEMIA a modifié sa structure de gouvernance pour renforcer son statut de leader mondial de l'Identité augmentée et a créé un nouveau segment d'activité baptisé Secure Enterprise Transactions. Ce nouveau segment d'activité a réuni toutes les business units de transactions du groupe, c'est-à-dire Financial Institutions, Mobile Operators, Biometric Devices & Automotive (BDA), et toutes les activités numériques existantes ont été combinées dans une nouvelle business unit baptisée Digital.

Grâce à ce nouveau segment d'activité SET, IDEMIA a pu rationaliser sa structure afin de promouvoir une vision de Groupe ambitieuse qui élargira les possibilités de croissance offertes aux clients (banques, entreprises fintech, opérateurs de télécommunications...) sur de nouveaux marchés.

Le segment d'activité dédié aux solutions pour les gouvernements, notamment les business units Noram Identity and Security (NIS) et Public and Security Bu (PSI), vise le gouvernement/secteur public et propose des contrats principalement pluriannuels.

2.2. Acquisition de International Smart Cards Factory (opération PCard)

Le 30 novembre 2020, IDEMIA France a acquis 100 % des titres de la société saoudienne International Smart Cards Factory pour un montant de 1,18 MUSD. Cette acquisition a généré un « Goodwill » de 0.4 M€

International Smart Cards Factory est l'un des principaux fournisseurs de cartes bancaires en Arabie saoudite, avec le plus grand centre de perso du pays, qui dessert toutes les grandes institutions financières du pays.

2.3. Acquisition de Megacard Nordic AB (opération ODIN)

IDEMIA Sweden AB a acquis 100% des titres de Megacard Nordic AB comme suit :

- Le 28 août 2020, acquisition de 97,7% des titres de Megacard Nordic AB.
- Le 24 novembre 2020, acquisition de 2,3 % des titres restant de Megacard Nordic AB.

Cette acquisition a généré un « Goodwill » de 0.9 M€.

2.4. Cession de Gold France

Le 30 novembre 2020, IDEMIA Identity & Security France a cédé 100 % de son activité de terminaux de jeux via la société Gold France au groupe Carrus. L'activité des terminaux de jeux a été considérée comme une activité non stratégique pour le Groupe. Le prix de vente de la transaction s'est élevé à 78,34 M€.

2.5. Programme de *Sale and Lease back* portant sur 3 immeubles d'IDEMIA identity & Security France situés à Osny

Le 16 décembre 2020, Idemia Identity & Security France et la société Pierre Capitale ont conclu une opération de *sale and lease back* dont les principaux termes sont les suivants :

- Cession par Idemia Identity & Security France d'un ensemble immobilier constitué de 3 bâtiments situé à Osny à la société Pierre Capitale pour un montant de 11 millions d'euros. Le prix de vente inclut une prise en charge par l'acquéreur d'une quote-part de travaux à réaliser pour 8,1 M€.
- Conclusion d'un bail commercial aux termes duquel Pierre Capitale donne à bail les immeubles cédés à Idemia Identity & Security France. Le bail est conclu pour une durée ferme de 11 ans et 11 mois, avec un loyer annuel hors taxe et hors charge de 975.000 euros (loyer initial appelé à évoluer au fur et à mesure des travaux de rénovation). Idemia Identity & Security France s'est engagée à réaliser des travaux de rénovation des locaux loués pour un montant d'environ 13 millions d'euros HT. Pierre Capitale apportera sa participation financière complémentaire aux travaux de rénovation à hauteur de 4,9 millions d'euros HT. A l'issue des travaux de rénovation, le loyer annuel hors taxe et hors charge s'établira à 1,220 millions d'euros.

2.6. Impact du Brexit pour IDEMIA

En tant qu'entreprise mondiale possédant des entités au Royaume-Uni, le Groupe a effectué une évaluation des risques potentiels qu'impliquait le Brexit. À court terme, l'exposition principale concerne la devise GBP et les droits de douane/à l'importation. À moyen terme, l'inflation (en particulier l'inflation sur les coûts de la main-d'œuvre), constitue un risque potentiel.

IDEMIA a déjà pris des mesures pour minimiser cette exposition.

3. FORMATION DU RESULTAT CONSOLIDE D'IDEMIA GROUP S.A.S

(en millions d'euros)

	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2020	2019
CHIFFRE D'AFFAIRES	5.1	2 176,3	2 339,0
Coûts des ventes	5.4	(1 472,5)	(1 512,6)
MARGE BRUTE	5.4	703,8	826,4
Frais commerciaux et de publicité		(192,3)	(217,9)
Frais de recherche & développement	5.6	(121,5)	(133,9)
Coûts administratifs et généraux		(212,3)	(258,4)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		0,0	0,0
Retraitement IFRS 2		(5,9)	(5,1)
PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS		(531,9)	(615,4)
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		171,8	211,0
Amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions		(92,9)	(96,0)
Dépréciation des actifs incorporels liés aux acquisitions	5.13	(290,1)	0,0
Produits et charges opérationnels non-récurrents	5.15	(28,8)	(14,0)
RESULTAT OPERATIONNEL		(240,0)	101,0
RESULTAT FINANCIER NET	6.2	(129,2)	(147,2)
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence		0,0	(0,1)
RESULTAT AVANT IMPÔTS		(369,3)	(46,3)
Impôts sur le résultat	7	(40,9)	(51,3)
RESULTAT NET		(410,1)	(97,6)
Résultat net, part du Groupe		(413,6)	(102,4)
Résultat net, part des minoritaires		3,4	4,8
Résultat net par action attribuable aux actionnaires de la société mère (en euros)	8.2	(0,53)	(0,13)
Résultat net dilué par action attribuable aux actionnaires de la société mère (en euros)	8.2	(0,53)	(0,13)

3.1. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe a baissé de 6,95% (-162,7 millions d'euros) entre 2020 et 2019.

Les informations relatives à l'état consolidé des résultats au 31 décembre 2020 sont les suivantes :

(en millions d'euros)		31 décembre 2020	Secure Enterprise Transactions	Government Solutions
Revenue	CHIFFRE D'AFFAIRES	2 176,3	1 133,4	1 042,9
EBITDA	EBITDA	361,6	158,2	203,3

Les informations relatives à l'état consolidé des résultats au 31 décembre 2019 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	31 décembre 2019	Secure Enterprise Transactions	Government Solutions
CHIFFRE D'AFFAIRES	2 339,0	1 200,4	1 138,6
EBITDA	397,1	163,2	233,9

L'ensemble du chiffre d'affaires provient des clients externes.

3.2. Marge brute et coût des ventes

La marge brute de l'exercice 2020 ressort à 703,8 millions d'euros (soit 32,33 % du chiffre d'affaires) contre 826,4 millions d'euros (soit 35,33% du chiffre d'affaires) en 2019.

3.3. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant s'élève à 171,8 M€ en 2020 contre 211 M€ en 2019.

3.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel 2020 s'élève à 240 M€, en tenant compte de -92,9 M€ d'amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions, ainsi que de -28,8 M€ de charges non récurrentes.

Sur les exercices 2019 et 2020, le total des charges et produits non-récurrents se répartit comme suit entre les quatre catégories :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2020	2019
Projets de transformation	(11,2)	(14,1)
Coûts de restructuration	(24,0)	(25,8)
Frais d'acquisition	(0,3)	(2,1)
Projets de cession	8,3	19,4
Autres coûts non-récurrents	(1,6)	8,6
Total charges et produits non récurrents	(28,8)	(14,0)

Les Projets de transformation pour l'exercice 2020 englobent principalement le programme d'harmonisation de l'ERP.

Les Coûts de restructuration englobent principalement IISNA, la restructuration de l'Allemagne et de Secure Enterprise Transaction

Les produits de cessions sont principalement liés à la cession de l'activité Gaming (projet Gold)

3.5. Résultat financier

Le résultat financier 2020 est négatif à hauteur de -129,2 millions d'euros (contre un résultat financier négatif de -147,2 millions d'euros en 2019).

NET FINANCIAL INCOME (EXPENSES)

(en millions d'euros)

	Exercice clos le 31 décembre		
	2020	2019	Var 2020/2019
Produits financiers	1,5	1,2	0,3
Coût de l'endettement financier	(152,8)	(146,1)	(6,7)
Coût de l'endettement financier brut	(135,7)	(134,0)	(1,7)
Amortissements des coûts financiers	(9,8)	(10,4)	0,5
Autres produits (charges) financiers	(7,3)	(1,7)	(5,6)
Autres charges et produits financiers	22,1	(2,3)	24,4
Résultat de change et de couverture par instrument dérivé	22,5	(6,2)	28,8
Résultat des instruments de couverture	(0,5)	0,4	
Dotation / Reprise nette aux dépréciations des actifs financiers	0,0	3,5	(3,5)
RESULTAT FINANCIER NET	(129,2)	(147,2)	18,0

3.6. Résultat net

Le résultat consolidé avant impôts de l'exercice du Groupe IDEMIA s'établit à une perte de 369,3 M€ en 2020 contre une perte de 46,3 M€ en 2019.

La charge d'impôt de l'exercice s'élève à 40,9 M€ en 2020 contre 51,3 millions d'euros en 2019

Le résultat net part du Groupe après impôts s'élève à -410,1 M€ en 2020 contre 97,5 millions d'euros en 2019, la part des minoritaires étant de 3,4 M€ contre 4,8 M€ en 2019 millions d'euros.

4. BILAN CONSOLIDE

(en millions d'euros)

ACTIF	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2020	2019
Ecarts d'acquisition	5.12.1	1 936,0	2 331,7
Autres immobilisations incorporelles	5.12.2	617,2	728,4
Immobilisations corporelles	5.13	336,2	367,7
Titres mis en équivalence		8,5	9,5
Actifs financiers	6.1	23,7	24,0
Impôts différés actifs	7.2	28,5	31,9
Total actifs non courants		2 950,1	3 493,2
Stocks et en-cours	5.5	166,9	207,4
Clients et actifs sur contrat	5.3 5.16	465,2	547,0
Créances fiscales	5.8	22,3	28,1
Autres créances et comptes de régularisation	5.8	130,5	175,4
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	6.4	170,5	213,8
Total actifs courants		955,4	1 171,7
TOTAL ACTIF		3 905,5	4 664,9

PASSIF	Note	2020		2019	
Capital	8	784,8		784,1	
Primes d'émission		1 054,9		1 054,3	
Réserves consolidées		(1 347,0)		(937,7)	
Autres éléments des capitaux propres		(71,1)		50,8	
Capitaux propres, part du Groupe		421,6		951,4	
Intérêts minoritaires		7,5		8,7	
Capitaux propres		429,1		960,1	
Prêt de l'actionnaire	6,1	359,7		328,1	
Dettes financières	6,1	2 079,6		2 093,7	
Engagements envers le personnel		54,7		56,4	
Provisions	5,11	22,0		30,1	
Impôts différés passifs		58,0		62,3	
Autres dettes non courantes		55,3		59,4	
Total passifs non courants		2 629,3		2 629,9	
Dettes financières	6,1	75,3		127,5	
Fournisseurs et comptes rattachés	5,9	460,0		638,0	
Provisions	5,11	103,8		116,8	
Dettes fiscales		24,2		33,5	
Autres dettes courantes et passifs sur contrat	5.10 5.16	183,9		159,1	
Total passifs courants		847,1		1 074,9	
TOTAL PASSIF		3 905,5		4 664,9	

4.1. Les immobilisations incorporelles

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition du Groupe se présente comme suit :

Écart d'acquisition en 2020

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition du Groupe au cours des deux exercices concernés se présente comme suit :

(en millions d'euros)

	Exercice clos le 31 décembre	
	2020	2019
Valeur nette au 1er janvier	2 331,7	2 322,4
Acquisition de Facepoint		6,4
Acquisition de Pcard	0,8	
Acquisition de Megacard	0,5	
Disposition Vulcain		(15,0)
Disposition Gold	(52,5)	
Dépréciation	(290,0)	0,0
Réallocation ex-OT ¹⁾	23,9	
Change in exchange rate	(78,4)	17,9
Valeur nette au 31 décembre	1 936,0	2 331,7

Les autres immobilisations incorporelles comprennent des projets de développement capitalisés, des marques acquises, des technologies ou relations clientèles acquises, ainsi que des licences et logiciels

4.2. Les immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se décomposent de la manière suivante :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre					
	2020			2019		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Terrains	3,0	(0,2)	2,8	5,1	(0,2)	4,9
Constructions	236,6	(96,4)	140,2	241,8	(105,8)	136,0
Installations tech., matériel et outillage	380,7	(263,2)	117,5	389,1	(247,8)	141,3
Autres actifs corporels	90,4	(57,1)	33,3	86,0	(52,5)	33,5
Immobilisations corporelles en cours	16,6	(0,3)	16,3	22,5	(0,3)	22,2
Avances et acomptes	1,2		1,2	0,7		0,7
Concessions (BOT)	70,9	(46,0)	24,9	69,2	(40,2)	29,1
Total actifs corporels	799,4	(463,2)	336,2	814,5	(446,8)	367,7

4.3. Les actifs courants

Les actifs courants concernent principalement les stocks et les travaux en cours pour 166,9 M€, les clients et comptes rattachés pour 465,2 M€, les autres créances pour 130,5 M€ et la trésorerie pour 170,5 M€.

4.4. Les capitaux propres consolidés

Au 31 décembre 2020, le capital social de la société IDEMIA GROUP SAS se compose de 784 780 652 actions entièrement libérées de 1 euro de valeur nominale chacune.

Plusieurs augmentations de capital ont eu lieu sur l'exercice :

Le 20 avril 2020, augmentation de 437 382 euros portant le capital social de 784 077 679 euros à 784 515 061 euros et résultant de la conversion de 2 169 853 actions O en actions A, puis de l'émission de 437 382 actions B de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,7011 euro ;

Le 12 juin 2020, augmentation de 264 691 euros portant le capital de 784 515 061 euros à 784 779 752 euros par voie d'émission de :

- 225 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 252 608 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission unitaire de 1,2535 euros ;
- 3 885 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 7 973 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;

Le 11 décembre 2020, augmentation de 900 euros portant le capital social de 784 779 752 euros à 784 780 652 euros par voie d'émission de 900 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune.

En résumé, la valeur des actions privilégiées en circulation par catégorie d'actions a évolué comme suit au 31 décembre 2020 et 2019 :

	31/12/2020		31/12/2019	
	Nb. Actions	Montant	Nb. Actions	Montant
AP A	27 463 900	27 463 900	25 294 047	25 294 047
AP B	5 535 961	5 535 961	5 098 579	5 098 579
AP C	68 000	68 000	68 000	68 000
AP D	500 000	500 000	500 000	500 000
AP E	13 815	13 815	12 690	12 690
AP E'	3 885	3 885		
AP F	2 264 214	2 264 214	2 011 606	2 011 606
AP G	7 973	7 973	-	-
AP O	748 922 904	748 922 904	751 092 757	751 092 757
TOTAL	784 780 652	784 780 652	784 077 679	784 077 679

4.5. Les écarts de conversion

Ils sont calculés à partir des cours des devises, dont les principales sont les suivantes :

Devise	Exercice clos le 31 décembre			
	2020		2019	
	Cours moyen	Cours de clôture	Cours moyen	Cours de clôture
Dollar US	1,1422	1,2271	1,1195	1,1234
Roupie indienne	84,6362	89,6605	78,8351	80,1870
Réal brésilien	5,8942	6,3735	4,4134	4,5157
Livre sterling	0,8897	0,8990	0,8776	0,8508
Yuan chinois	7,8747	8,0225	7,7347	7,8205
Rand sud-africain	18,7655	18,0219	16,1723	15,7773

4.6. Les provisions pour risques et charges et engagements envers le personnel

(en millions d'euros)		Clôture au 31 décembre 2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Reclassifications et ajustements	Clôture au 31 décembre 2020	dont non courantes	dont courantes
Provisions for litigation	Provisions pour litiges	61,4	18,7	(13,2)	(7,9)	(1,2)	1,5	59,3	4,2	55,1
Provisions for warranty claims	Provisions pour garanties	20,1	8,1	(10,9)	(1,4)	(0,5)	(1,8)	11,6	11,6	
Provisions for onerous contracts	Provisions pour pertes sur contrats	8,7	0,2	(5,7)		(0,2)		3,0		3,0
Other provisions for risks	Autres provisions pour risques	47,7	3,0	(7,8)	(1,8)	(1,5)	(0,1)	38,5	4,3	35,2
Total provisions for risks	Total provisions pour risques	137,9	27,9	(37,6)	(11,0)	(3,5)	(0,4)	113,3	20,1	93,2
Provisions for restructuring costs	Provisions pour restructurations	3,8	7,8	(6,5)	(0,6)	(0,2)	0,4	4,8	0,0	4,8
Other provisions for charges	Autres provisions pour charges	5,3	5,5	(3,4)	(0,1)	(0,0)	0,4	7,6	1,9	5,8
Total provisions for charges	Total provisions pour charges	9,0	13,4	(9,9)	(0,7)	(0,2)	0,8	12,4	1,9	10,5
Total provisions	Total provisions	147,0	41,4	(47,6)	(11,7)	(3,7)	0,4	125,7	22,0	103,8

Les « Provisions pour litiges » couvrent principalement des litiges avec les clients et les fournisseurs (51,4 millions d'euros) et des litiges sociaux (6,8 millions d'euros).

Les « Provisions pour garanties » correspondent à des garanties obligatoires fournissant au client l'assurance que le produit est conforme aux spécifications définies et couvrent les risques liés à des contrats long-terme (principalement dans la division Government).

Les « Provisions pour pertes sur contrats » (les coûts obligatoires de réalisation de l'obligation excèdent le bénéfice économique) sont principalement relatives à des contrats de modernisation des permis de conduire en Amérique du Nord et certains programmes du segment d'activité Government.

Les « Provisions pour restructurations » sont principalement liées à la transition vers l'intégration et l'optimisation du Groupe.

Les « Autres provisions pour risques » couvrent principalement les risques divers liés aux programmes et aux problématiques de qualité.

4.7. Les dettes financières

Les actifs et passifs financiers par catégorie sont présentés dans les tableaux ci-dessous pour les exercices 2020 et 2019 :

(en millions d'euros)	31 décembre 2020		Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés de couverture	Actifs et passifs financiers évalués au coût amorti	Non applicable ⁽¹⁾
	Valeur nette comptable	Juste valeur					
ACTIFS							
Actifs financiers	32,2	32,2		3,9		19,8	8,5
Clients et comptes rattachés	465,2	465,2	465,2				
Autres créances et comptes de régularisation	130,5	130,5	55,0		0,0		75,5
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	170,5	170,5		170,5			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	798,4	798,4	520,2	174,5	0,0	19,8	84,0
PASSIFS							
Prêt de l'actionnaire	359,7	359,7				359,7	
Dettes financières long terme	2 079,7	2 079,7				2 079,7	
Autres dettes	55,3	55,3	55,3				
Dettes financières court terme	75,3	75,2				75,3	
Fournisseurs et comptes rattachés	460,0	460,0	460,0				
Dettes fiscales	24,2	24,2					24,2
Autres dettes courantes	183,9	183,9	183,8		0,1		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	3 238,0	3 238,0	699,0	0,0	0,1	2 514,7	24,2

(en millions d'euros)	31 décembre 2019		Prêts et créances	Actifs à la juste valeur par résultat	Instruments dérivés de couverture	Actifs et passifs financiers évalués au coût amorti	Non applicable ⁽¹⁾
	Valeur nette comptable	Juste valeur					
ACTIFS							
Actifs financiers	33.4	33.4		5.4		18.6	9.4
Clients et comptes rattachés	547.0	547.0	547.0				
Autres créances et comptes de régularisation	175.4	175.4	60.3		0.8		114.3
Trésorerie et équivalents de Trésorerie	213.8	213.8		213.8			
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	969.6	969.6	607.3	219.2	0.8	18.6	123.7
PASSIFS							
Prêt de l'actionnaire	328.1	328.1				328.1	
Dettes financières long terme	2,093.7	2,008.2				2,093.7	
Autres dettes	59.4	59.4	59.4				
Dettes financières court terme	127.5	127.4				127.5	
Fournisseurs et comptes rattachés	638.0	638.0	638.0				
Dettes fiscales	33.5	33.5					33.5
Autres dettes courantes	159.1	159.1	158.5		0.5		
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	3,439.2	3,353.5	855.9	0.0	0.5	2,549.3	33.5

1) La colonne Non applicable contient tous les actifs et passifs qui ne sont pas en accord avec la définition d'IFRS9

5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Note	Exercice clos le 31 décembre	
		2020	2019
Résultat Net		(409,5)	(94,9)
Résultat des sociétés mises en équivalence		0,2	(0,3)
Dépréciations et amortissements ⁽¹⁾		531,0	242,1
Provisions	5.11	(14,8)	(41,1)
Résultats des cessions	1.3.4	(13,3)	(19,6)
Autres éléments non monétaires		0,5	(0,4)
Participation et intéressement		(0,2)	0,8
Retraitement IFRS 2		5,9	5,1
Charges d'impôts courants et différés	7.1	40,8	51,3
Résultat financier	6.2	120,1	143,5
Capacité d'autofinancement excluant les charges d'intérêt nettes et les charges d'impôt		260,6	286,4
Variation des stocks et en-cours	5	23,9	(15,0)
Variation des clients	5	34,4	(7,2)
Variation des avances et acomptes reçus sur commande	5	(32,2)	34,3
Variation des fournisseurs, autres débiteurs et autres créditeurs	5	(28,7)	31,2
Variation nette du besoin en fonds de roulement		(2,6)	43,3
Impôts payés		(46,0)	(45,4)
Flux de Trésorerie d'exploitation		212,0	284,3
Variation du périmètre		67,8	7,2
Frais de recherche et développement immobilisés		(71,3)	(63,8)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles ⁽¹⁾	5.12	(105,4)	(146,7)
Acquisition d'actifs financiers	6.1	4,7	(4,9)
Variation des prêts et avances consentis	5.9	(18,6)	(0,0)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	5.12	24,9	43,4
Dividendes reçus		0,5	0,0
Autres		0,0	0,0
Flux de Trésorerie liés aux opérations d'investissement		(97,4)	(164,8)
Augmentation de capital		1,3	5,0
Emission d'emprunts ⁽¹⁾	6.5.1	17,3	19,6
Remboursement d'emprunts ⁽¹⁾	6.5.1	(45,9)	(49,6)
Frais d'émission d'emprunts payés		0,0	(1,2)
Intérêts net payés ⁽¹⁾		(99,1)	(98,2)
Dividendes payés		(4,1)	(1,6)
Flux de Trésorerie liés aux opérations de financement		(130,5)	(126,0)
Incidence de la variation des cours de change		(18,9)	(4,5)
Trésorerie d'ouverture	6.3	205,5	216,6
Trésorerie de clôture	6.3	170,4	205,5
Variation de la période		(35,1)	(11,1)
Trésorerie et équivalents Trésorerie au bilan	6.3	170,5	213,8
Découverts bancaires	6.3	(0,1)	(8,3)
Trésorerie nette à la clôture		170,4	205,5

1) Sans impact IFRS16 : amortissements (36,9) millions d'euros, acquisition d'actifs : 63,2 millions, cession d'actifs (7,8) millions d'euros.

Augmentation des emprunts (60,1) M€, diminution des emprunts 37,7 M€, intérêts versés 9,2 millions d'euros

L'ensemble des flux liés aux opérations d'exploitation a généré un encaissement de 212 M€ en 2020.

L'ensemble des flux liés aux opérations d'investissement a généré un décaissement 97,4 M€.

L'ensemble des flux liés aux opérations de financement a généré un décaissement de 130,5 M€.

La variation entre la trésorerie d'ouverture et la trésorerie de clôture est une baisse de 35,1 M€, la trésorerie en début de période étant de 205,5 M€

6. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE DU RAPPORT

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice 2020 en date du 18 février 2021.

7. ACTIVITES ET FILIALES

La répartition géographique du chiffre d'affaires réalisé par le Groupe en fonction du pays de résidence de l'entité de facturation est la suivante :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre			
	2020		2019	
FRANCE	532,9	24%	517,7	22%
EUROPE (hors France)	427,6	20%	478,7	20%
Royaume-Uni	98,1	5%	108,5	5%
Pays-Bas	79,2	4%	94,6	4%
Allemagne	51,3	2%	63,8	3%
Albanie	49,6	2%	48,5	2%
Autres	149,3	7%	163,3	7%
NORAM	741,5	34%	808,6	35%
USA	730,6	34%	795,0	34%
Autres	10,9	0%	13,6	1%
LATAM	137,5	6%	167,2	7%
Brésil	46,6	2%	56,0	2%
Colombie	46,6	2%	49,7	2%
Autres	44,2	2%	61,4	3%
APAC	115,8	5%	124,1	5%
Australie	37,1	2%	35,5	2%
Singapour	30,4	1%	36,1	2%
Autres	48,3	2%	52,5	2%
INDIA	80,4	4%	88,2	4%
MEA ¹⁾	140,7	6%	154,5	7%
Afrique du Sud	47,3	2%	61,6	3%
Emirats Arabes Unis	31,4	1%	32,9	1%
Autres	62,0	3%	59,9	3%
Chiffre d'affaires total	2 176,3	100%	2 339,0	100%

8. RAPPEL DES PRINCIPAUX RISQUES LIES AUX ACTIVITES D'IDEMIA

L'apparition de l'un des risques suivants pourrait avoir un effet défavorable important sur notre société, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Les risques décrits ci-dessous ne sont pas les seuls risques auxquels nous sommes confrontés.

D'autres risques et incertitudes qui nous sont actuellement inconnus ou que nous ne considérons pas actuellement comme importants peuvent aussi avoir un effet défavorable significatif sur notre société, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

8.1. Facteurs de risques généraux

Le Groupe est confronté à des risques généraux suivants :

- Des failles importantes dans la sécurité logique et physique de nos systèmes et infrastructures informatiques ou des interruptions de ces systèmes peuvent avoir un effet significatif sur notre activité.
- Si notre société ne parvient pas à mettre sur le marché de nouvelles solutions et produits technologiques en temps opportun, notre technologie pourrait devenir obsolète ou inadéquate, ce qui pourrait nuire à nos activités.
- Notre société peut être amenée à se défendre contre des prétendues violations de droits de propriété intellectuelle appartenant à autrui et / ou peut être incapable de protéger ou faire valoir ses propres droits de propriété intellectuelle de manière appropriée.
- Si nous ne parvenons pas à répondre aux demandes des clients en temps opportun, en particulier ceux liés à nos activités de paiement, nous pourrions perdre certaines relations d'affaires, ce qui serait critique pour notre activité.
- Nous sommes confrontés à la concurrence dans tous nos secteurs d'activité, ce qui peut entraîner une perte de notre part de marché et une baisse de notre rentabilité.
- Nous opérons à l'aide d'accords de licence et de partenariats stratégiques dans le domaine industriel et dans d'autres domaines. Cependant, souvent nous ne contrôlons pas directement ces partenariats, et les mesures prises par l'un de nos partenaires de licence ou la résiliation de ces partenariats pourraient nuire à nos activités.
- L'industrie de la technologie sécurisée est caractérisée par une érosion élevée des prix, surtout après qu'un produit ou un service ait été mis sur le marché pour une longue période.
- Beaucoup de nos principaux clients, notamment dans notre activité de paiement, appartiennent à des puissantes organisations et organismes du secteur, et, en conséquence, nous sommes soumis à des normes industrielles définies par ces organisations.
- Concernant la plupart des marchés dans lesquels nous évoluons, nous dépendons des succès des processus de sélection, et l'incapacité à être sélectionné peut nuire à nos activités sur ces marchés.
- Notre activité repose sur la livraison en temps voulu de matières premières et de produits et notre activité pourrait en souffrir si nos fournisseurs ne respectent pas leurs obligations de livraison en raison de contraintes de stock ou s'ils augmentent leurs prix pour cette raison. Certaines matières premières nécessaires à notre production ne sont disponibles que chez un nombre limité de fournisseurs.
- Une augmentation significative de la volatilité et de l'instabilité et des conditions économiques défavorables dans les pays où nous opérons peuvent nuire à nos activités.
- Compte tenu de la nature mondiale de notre entreprise, nous avons besoin de nous conformer aux lois et règlements dans les pays à travers le monde et sommes exposés à des risques commerciaux associés à nos activités internationales.
- Les changements de règles fiscales et les résultats des vérifications fiscales pourraient avoir un effet important sur nos résultats financiers.
- Les changements ou les violations des lois ou réglementations en matière de travail et de l'emploi peuvent nuire à notre activité et à sa rentabilité.
- Les modifications des lois, des règlements et des mesures d'application relatives à l'industrie bancaire peuvent avoir un impact négatif sur les produits, services et marchés dans lesquels nous exerçons nos activités.
- Les lois et règlements environnementaux nous exposent à une responsabilité de différente nature et une telle responsabilité peut nuire à nos activités.
- Des changements dans les spécifications réglementaires de produits et dans leur application peuvent avoir une incidence importante sur nos activités.
- Certaines catastrophes naturelles, certaines conditions météorologiques et d'autres événements catastrophiques, tels que les incendies, peuvent avoir un impact négatif sur nos activités.

- Notre assurance peut être insuffisante pour couvrir les engagements futurs et nos primes d'assurance peuvent augmenter sensiblement.
- Nos besoins en fonds de roulement sont difficiles à prévoir et peuvent ne pas être suffisants pour répondre à nos besoins d'investissement en capital.
- Nous faisons face à des risques liés à notre stratégie d'acquisition.
- Les écarts d'acquisition (« goodwill ») et autres actifs incorporels identifiables représentent une partie importante de notre actif total, et nous pourrions ne jamais réaliser la valeur complète de nos actifs incorporels.
- Notre incapacité à recruter, retenir et développer un personnel qualifié pourrait empêcher la société de gagner des marchés et assurer sa croissance.
- Nos résultats d'exploitation peuvent varier sensiblement d'un trimestre à l'autre et sur une année, et pourraient différer sensiblement de nos attentes ou des objectifs.

8.2. Facteurs de risques de marché

8.2.1. Gestion des risques de taux

Le risque de taux d'intérêt provient des emprunts à long-terme et comprend :

- Le risque lié à la hausse des taux d'intérêts à payer sur la dette émise à des taux variables qui est relatif aux fluctuations futures des taux de référence sous-jacents (Euribor et Libor USD) ;
- Le risqué lié à la juste valeur des emprunts émis à taux d'intérêts fixes.

Le Groupe avait l'obligation contractuelle de se couvrir contre la hausse des taux d'intérêt lors de la clôture du SFA en 2016.

En conséquence, le groupe s'est engagé en 2017 et 2019 dans divers produits dérivés pour couvrir sa dette à long terme en EUR et en USD.

A partir de fin 2020, la dette en USD a été couverte avec des caps jusqu'à 400 M USD ainsi que la dette en EUR qui a été couverte jusqu'à 950 M EUR avec différentes échéances allant jusqu'à décembre 2022.

Le Groupe a institué des plafonds supplémentaires à hauteur de 500 millions d'euros et de 400 millions de dollars, avec des échéances respectives au 31 Mars et au 30 Juin 2022. Ainsi, au 31 Décembre 2019, le Groupe est couvert contre les hausses de taux d'intérêt pour la majeure partie de ses emprunts à long terme en euros et en dollars.

L'impact de la variation de valeur de ces couvertures sur l'exercice 2020 est un profit de 0,5 millions d'euros comptabilisé en « Résultat de change et de couverture par instrument dérivé » (cf l'annexe consolidé note 6.2), en contrepartie au bilan du compte « Instruments financiers dérivés », au sein de « Autres créances » (cf l'annexe consolidé Note 5.9) et « Autres dettes » (cf l'annexe consolidé Note 5.8).

Au 31 décembre 2020, les lignes de financement du Groupe sont présentées ci-dessous :

Financement	Montant	Taux d'Interêt	Date de maturité
Term Loan Bullet (TLB)	1 385.0 millions d'euros	Euribor 3 mois + 3.75% (avec un plancher à 0%)	2024
	739.1 millions de dollars	Libor USD 3 mois +3.75% (avec un plancher à 0%)	
Ligne de crédit renouvelable	300.0 million d'euros	Euribor 3 mois + 3.75% (avec un plancher à 0%)	2023

8.2.2. Gestion des risques de change

Le Groupe opère à l'international et est exposé à des risques de change provenant de son exposition à différentes devises, notamment le dollar américain.

Le risque de change provient :

- de la conversion en euros des résultats et de l'actif net des filiales qui utilisent une autre devise fonctionnelle que l'euro ;
- du risque lié aux transactions enregistrées dans des devises autres que la devise fonctionnelle d'une entité donnée.

Au 31 décembre 2020, le groupe n'avait pas d'exposition aux produits dérivés de risque de change en cours.

8.2.3. Risques de change

La sensibilité du Groupe aux fluctuations des taux de change (basée sur la conversion des éléments en devises étrangères telle que décrite en annexe consolidé note 3.3) vient principalement de :

- La fluctuation du dollar américain face à l'euro – une variation de +10 % du dollar américain face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de (80,2) millions d'euros et du résultat net consolidé de 3,2 millions d'euros ;
- La fluctuation de la livre sterling face à l'euro – une variation de +10 % de la livre sterling face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de 0,4 millions d'euros et du résultat net consolidé de -0,3 million d'euros ;
- La fluctuation du yuan renminbi chinois face à l'euro – une variation de +10 % du yuan renminbi chinois face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de (4,1) millions d'euros et du résultat net consolidé de (0,1) million d'euros ;
- La fluctuation du real brésilien face à l'euro – une variation de +10 % du real brésilien face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de (1,7) millions d'euros et du résultat net consolidé de (0,8) million d'euros ;
- La fluctuation du roupie indien face à l'euro – une variation de +10 % du roupie indien face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de (8,3) millions d'euros et du résultat net consolidé de (1,1) millions d'euros ;
- La fluctuation du rand sud-africain face à l'euro – une variation de +10 % du rand sud-africain face à l'euro par rapport au taux de change observé pour l'exercice le 31 décembre 2020 générerait une variation du capital de (0,7) million d'euros et du résultat net consolidé de 0,1 million d'euros.

8.2.4. Gestion des risques de liquidités

La gestion prudente des risques de liquidités passe par le maintien d'un niveau suffisant de trésorerie et équivalents de trésorerie et par la disponibilité appropriée de financements à travers des lignes de crédits confirmées.

Ainsi, le Groupe gère la flexibilité de son financement en maintenant son niveau de liquidités à travers des lignes de crédit confirmées et en cherchant de nouvelles sources de financement permises dans le cadre de ses engagements financiers existants. Par ailleurs, le Groupe gère sur une base quotidienne sa réserve de liquidités à court-terme à travers des prévisions roulantes de génération de trésorerie sur une période allant jusqu'à douze mois.

Le Groupe poursuit une politique lui permettant de disposer de ressources financières suffisantes à tout moment, non seulement pour financer le fonctionnement de ses opérations au quotidien, mais aussi pour maintenir sa capacité d'investissement et sécuriser sa position sur le marché.

Le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 170.4 millions d'euros au 31 décembre 2020 (cf annexe consolidé Note 6.4) et bénéficie également de sources de financement supplémentaires pour un montant de 300 M€ via l'utilisation de lignes de crédit renouvelables (cf l'annexe consolidé Note 6.5.5), et de 32.2 millions d'euros de lignes de crédit confirmées.

8.2.5. Gestion du risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit est géré localement et au niveau du Groupe. L'exposition au risque de crédit provient des clients au travers des créances non recouvrées et des transactions produites mais non encore livrées et facturées.

L'exposition maximale au risque de crédit est égale à la valeur comptable des prêts et des créances pour lesquels l'utilisation de limites de crédit est régulièrement contrôlée par le groupe. Le Groupe surveille en permanence son exposition au risque de crédit à travers un processus de suivi des risques de recouvrement et des actions spécifiques en vue de minimiser son exposition au risque. Le risque de crédit est géré régulièrement par des équipes dédiées au sein du Groupe. Un client reçoit une limite de crédit sur la base de son historique de paiement et de la qualité de l'information financière communiquée par des institutions spécifiques de notation de crédit. Les conditions de paiement sont, en outre, revues de façon régulière. Suite à l'analyse des clients, des garanties bancaires ou des avances de trésorerie sont demandées si nécessaire.

Le risque de contrepartie concerne la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les instruments financiers dérivés et les dépôts auprès des banques et institutions financières. Le Groupe traite en très grande majorité avec des banques appartenant à son Groupe de crédit dans le cadre de sa « facilité de crédit renouvelable » (RCF), celles-ci ayant une plus grande solvabilité.

9. ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DE BREVETS ET LICENCES

Les frais de recherche et de développement présentés dans le compte de résultat consolidé comprennent les coûts opérationnels relatifs à cette activité qui ne sont pas immobilisables ainsi que les amortissements sur les projets immobilisés (cf annexe consolidé Note 5.12.2) diminués des crédits d'impôt recherche ou d'autres subventions

Crédit d'impôt recherche

Dans certains pays, le Groupe bénéficie de crédits d'impôt recherche dont le montant dépend des dépenses de recherche réalisées et qui seront remboursées par l'État même dans le cas où leurs montants n'auraient pu être imputé sur l'impôt exigible sur les bénéficiaires.

Ces crédits d'impôt ont un caractère de subventions d'exploitation et sont comptabilisés d'une façon symétrique à l'enregistrement des dépenses de recherche et développement auxquelles ils se rapportent. Ainsi, les crédits d'impôts relatifs à des dépenses immobilisées sont différés en produits constatés d'avance et sont repris en résultat au même rythme que l'amortissement des immobilisations

Les frais de Recherche et développement sur les résultats (hors montant capitalisé) comprennent les postes suivants :

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre	
	2020	2019
Dépenses de recherche et développement ⁽¹⁾	(164,2)	(176,2)
Crédit d'impôt recherche	19,6	24,5
Capitalisation des frais de développement de l'exercice	67,7	59,8
Charges nettes d'amortissement et de provision des projets capitalisés	(44,6)	(42,1)
Coût de la Recherche et du Développement	(121,5)	(133,9)
<i>Coût de recherche et développement en % du chiffre d'affaires consolidé</i>	5,6%	5,7%

¹⁾ Hors Recherche et développement sur les projets (coût des biens vendus) pour un montant de 36,8 millions d'euros.

La Recherche et Développement est une priorité dont dépend le succès du Groupe. Elle permet de développer une offre large et de nouvelles solutions, mais aussi de saisir des opportunités à haute valeur ajoutée. L'objectif de la Société est de renforcer ses avantages concurrentiels dans la sécurité et les services.

Fait à Courbevoie, le 18 février 2021



Le Président

ANNEXE A- TABLEAU DES RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Date d'arrêté	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	31/12/2016
Durée de l'exercice (mois)	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	784 780 652	784 077 679	783 910 004	782 055 438	230 869 800
Nombre d'actions					
- ordinaires	784 780 652	784 077 679	783 910 004	782 055 438	366 460 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 683 417	5 949 039	9 159 180	5 733 309	4 060 917
Résultat avant impôt, participation, dot.amortissements et provisions	-27 452 072	-36 940 002	-36 725 384	-43 444 936	-43 043 682
Impôts sur les bénéfices	0	-15 380	0	2 531 252	0
Participation des salariés		0	0	0	0
Dotations aux amortissements et provisions	-957 101 461	49 310	-97 183	-10 746	-37 861
Résultat net	-984 553 533	-36 906 072	-36 822 567	-40 924 430	-43 081 543
Résultat distribué					
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	-0,03	-0,05	-0,05	-0,05	-0,12
Résultat après impôt, participation dot.amortissements et provisions	-1,25	-0,05	-0,05	-0,05	-0,12
Dividende attribué					
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés	4,42	4	4	2	2
Masse salariale (1)	4 610 189	4 398 605	8 204 679	4 216 169	649 649
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales,...)	688 893	1 815 484	4 753 509	1 288 610	235 488

(1) Traitement au sens du plan comptable général

ANNEXE B - LISTE DES SOCIETES CONTROLEES PAR LA SOCIETE

Liste des entités contrôlées au sens L. 233-3 du Code de commerce	
France	Moyen-Orient - Afrique
IDEMIA Finance SAS	Oberthur Technologies South Africa (PTY) Ltd
IDEMIA France SAS	Oberthur Technologies Africa (Pty) Ltd
Idemia Identity & Security France SAS	IDEMIA Southern Africa (Pty) Ltd
Oberthur Scratch Cards SAS	Morpho Cards South Africa
Facepoint SAS	IDEMIA Holdings South Africa (Pty) Ltd
SCI OSC/Immo	Oberthur Technologies Technoloji Sanayi Ve Ticaret Limited Sirketi
Gold France SAS	IDEMIA KIMLIK VE GELESTIRME SATIS VE TICARET ANONIM SIRKETI
IDEMIA Starchip SAS	IDEMIA Middle East FZE
Asie - Pacifique	IDEMIA Côte d'Ivoire SA
IDEMIA Australasia (Pty) Ltd	Morpho Saudi Arabia Ltd
Oberthur Technologies Australia Pty Ltd	FP Marocco Sarlu
Oberthur Technologies Beijing Co Ltd	Oberthur Technologies Burkina Faso
IDEMIA Shenzhen Technologies Company	IDEMIA Egypt LLC
Morpho Security System (Shanghai) Co Ltd	Mali Solutions Numériques
IDEMIA Hong Kong Ltd	IDEMIA Morocco SA
PT I'M Technologies	Oberthur Technologies Maroc SARL
PT Oberthur Technologies Indonesia	IDEMIA Technologies Nigeria Ltd
IDEMIA Japan KK	Orga Cards Products Investment
IDEMIA Korea Inc	Morpho Mozambique
IDEMIA Malaysia sdn. Bhd.	Morpho Investment Company One
Oberthur Technologies Malaysia Sdn Bhd	Morpho Investment Company Two
IDEMIA Pakistan (Private) Ltd	Amérique du Nord
IDEMIA Philippines Inc.	IDEMIA Identity & Security Canada Inc.
IDEMIA Singapore Pte Ltd	Oberthur Technologies of Canada Inc
Oberthur Technologies Singapore Pte Ltd	Morpho N. A., Inc.
IDEMIA Thailand Co. Ltd	Morpho USA, Inc.
IDEMIA Vietnam Co.LTD.	IDEMIA Identity & Security USA LLC
	NID Security Inc.
	IDEMIA America Corp
	Oberthur Technologies of America Holdings
	IDEMIA National Security Solutions LLC
	L1 Secure Credentialing

Europe	Amérique Latine
ALEAT SHPK	L-1 Identity Solutions (Panama)
IDEMIA Denmark AS	Morpho cards Argentina SA
IDEMIA Spain Prodo S.L	IDEMIA do Brasil
IDEMIA Technologies Iberica SAU.	IDEMIA Colombia SAS
IDEMIA Finland Oy	IDEMIA Costa Rica SA
IDEMIA Finland Segenmark OY	IDEMIA Mexico S. de RL de CV
IDEMIA Identity & Security Germany AG	IDEMIA del Peru SA
IDEMIA Germany GmbH	L-1 Identity Solutions (Mexico)
IDEMIA Hungary Kft	Inde
IDEMIA Italy S.R.L.	Oberthur Technologies India Private Limited
Security Card Concept	Oberthur Technologies Software Factory Private Ltd
Qazaqstan Identity & Security LLP	IDEMIA Identity & Security India Private Ltd
IDEMIA Latvia SIA	L-1 Identity Solutions op co Private Limited
IDEMIA Norway AS	Smart Chip Private Limited
IDEMIA The Netherlands B.V.	Idemia Syscom India Private Ltd
IDEMIA Services B.V.	
Identitiet & Diensten B.V	
IDEMIA Poland sp.Zo.o	
IDEMIA Poland R&D Sp.Zo.o	
IDEMIA Portugal Lda	
IDEMIA Czech republic Sro	
IDEMIA Solutions Crech s.r.o.	
Morpho Cards Romania	
IDEMIA Technologies Romania SRL	
IDEMIA Identity & Security UK Ltd	
IDEMIA UK Holding Ltd	
IDEMIA UK Ltd	
IDEMIA UK Pension Trustee	
IDEMIA UK Property Ltd	
Oberthur Technologies LLC	
IDEMIA Rus, JSC	
Abnote Europe Sro	
IDEMIA Sweden AB	
IDEMIA Sweden AB:s Personalstiftelse	
IDEMIA Sweden Company AB	
IDEMIA Switzerland AG	
NID Security S.A	

ANNEXE C – DELEGATIONS DE POUVOIRS ET COMPETENCES EN MATIERE D'AUGMENTATIONS DE CAPITAL

L'Assemblée Générale du 14 décembre 2017 a octroyé une délégation de pouvoirs au Président en matière d'augmentation de capital à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence E de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice de Galaxy US Manco, LP, pour un montant nominal maximum de 2.245 € pour une période de 18 mois ; le Président a fait l'usage de cette délégation le 20 mars 2018 et le 18 avril 2019.

L'Assemblée Générale du 29 juin 2019 a octroyé une délégation de pouvoirs au Président en matière d'augmentation de capital à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence E de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice de Galaxy US Manco, LP, pour un

montant nominal maximum de 225 € pour une période de 18 mois ; le Président a fait l'usage de cette délégation le 28 mai 2020.

L'Assemblée Générale du 12 mars 2020 a octroyé une délégation de pouvoirs au Président en matière d'augmentation de capital à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions de préférence E' et G de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au bénéfice de Galaxy US Manco, LP, pour un montant nominal maximum de 1 € pour une période de 18 mois ; le Président a fait l'usage de cette délégation le 7 janvier 2021.

Annexe Plan de Vigilance IDEMIA 2020

INTRODUCTION

Conformément à la loi n°2017-399 de mars 2017, les entreprises françaises employant plus de 10 000 personnes dans le monde doivent établir un plan de vigilance raisonnable.

Le présent plan décrit la façon dont IDEMIA identifie les risques découlant de ses activités concernant les droits de l'Homme, les libertés fondamentales, la santé, la sécurité des personnes, et l'environnement. Il expose comment l'entreprise anticipe ces risques, comment elle les évalue, et quelles mesures sont prises pour s'en prémunir.

Le plan de vigilance concerne les entités que l'entreprise contrôle, directement ou indirectement, mais aussi ses sous-traitants ou fournisseurs en France et à l'étranger.

Devoir de vigilance et Rapport RSE

Le Devoir de vigilance découle des engagements RSE (Responsabilité Sociale d'Entreprise) d'IDEMIA, et le présent plan reprend de nombreux éléments du Rapport RSE d'IDEMIA :

<https://www.idemia.com/sites/corporate/files/2020-05/idemia-csr-report-202010.pdf>

Codes de Conduite

Les règles régissant le comportement des employés et les attentes de nos parties prenantes sont décrites dans le Code de Conduite disponible en ligne

<https://www.idemia.com/sites/corporate/files/idemia-code-de-conduite-2019.PDF>.

Ce code contient l'essentiel de nos principes et recommandations en matière d'éthique.

Ces principes sont déclinés dans notre chaîne d'approvisionnement et regroupés dans le Code de conduite Fournisseurs https://www.idemia.com/sites/corporate/files/suppliers/idemia-code-de-conduite-fournisseurs_0.pdf

Périmètre

Les informations du Plan de Vigilance concernent IDEMIA Group SAS (présent en Europe, aux Amériques, en Asie Pacifique et en Inde, au Moyen Orient, en Afrique). Cependant, le champ d'application des plans d'action peut varier selon les sujets (nous le précisons chaque fois que possible).

1. ENGAGEMENTS ET NOTATIONS

ENGAGEMENTS

Global Compact (Pacte des Nations-Unies)

Depuis sa création, IDEMIA adhère de façon volontaire aux 10 principes du Pacte Mondial des Nations-Unies, inspirés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et l'Organisation Internationale du Travail. Chaque année, notre Rapport RSE est fourni à l'Organisation du Pacte Mondial pour rendre compte de nos avancées en RSE.

Global Reporting Initiative

Dans le suivi des actions d'atténuation des risques sociaux et environnementaux, les indicateurs jouent un rôle fondamental. IDEMIA suit en la matière les recommandations de la Global Reporting Initiative (GRI (organisation à but non lucratif, indépendante et internationale à laquelle participent des entreprises, des ONG et d'autres parties prenantes).

Validation du Rapport RSE par un OTI (organisme tiers indépendant)

En 2020, le Rapport RSE 2019 a été validé par le Cabinet de Saint Front spécialisé dans ce domaine, attestant de la sincérité des actions et de la justesse des indicateurs présents dans le rapport et repris dans le présent document.

NOTATIONS

EcoVadis

IDEMIA est évalué chaque année par EcoVadis. Avec un score de 72/100 en 2020 (en progression de 4 points par rapport à 2019), IDEMIA bénéficie du statut de partenaire GOLD. Notre performance en Achats responsables est particulièrement bien notée (80/100).

Carbon Disclosure Project (CDP)

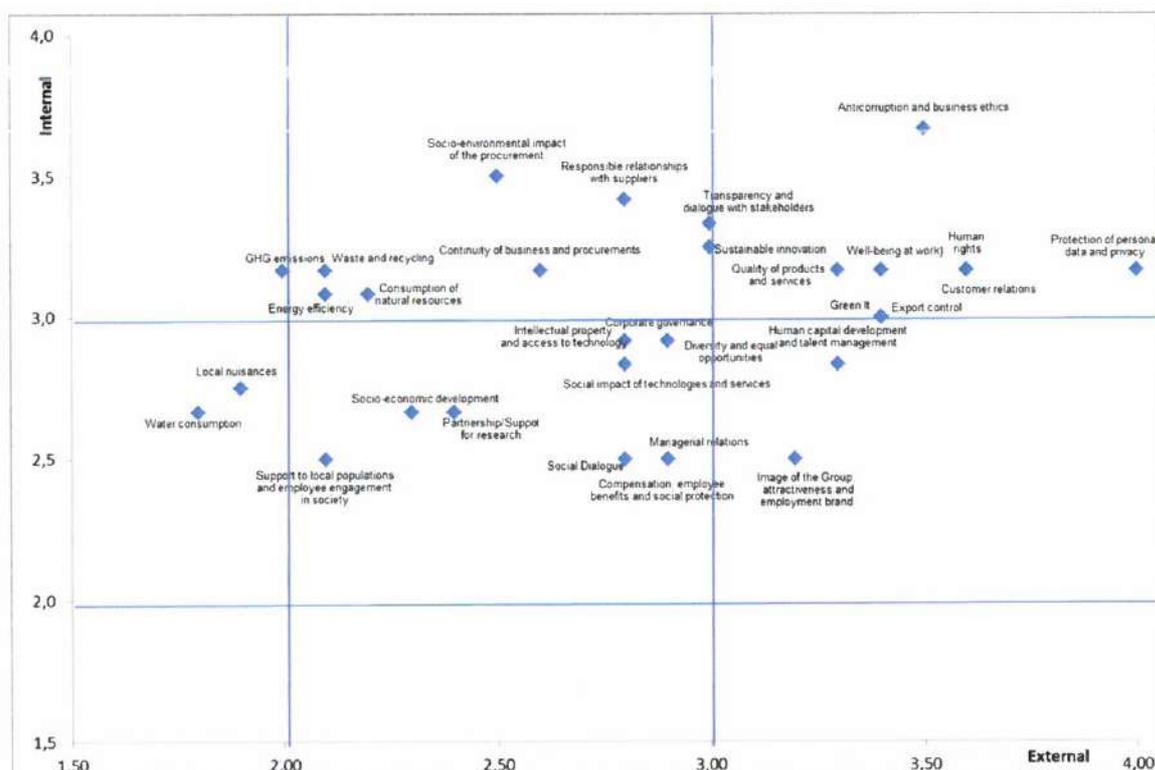
IDEMIA reporte chaque année ses émissions de CO2 auprès du CDP, organisation internationale qui maintient une base de données mondiale des émissions, à l'usage des investisseurs, villes, régions, états, etc.

IDEMIA se place en décembre 2020 au niveau C, notation moyenne de son secteur.

2. MATRICE DE MATERIALITE

Afin de concentrer les efforts sur les priorités RSE, IDEMIA a construit une matrice de matérialité avec ses parties prenantes : clients, salariés, fournisseurs, partenaires, consultants.

Les parties prenantes répondaient à la question « *quels éléments de RSE vous semblent prioritaires lors de vos échanges avec IDEMIA ?* ».



Voici les sujets les plus souvent cités par les parties prenantes externes et internes.

Ce classement s'explique en partie par la nature de nos activités : internationales et nécessitant l'exploitation de données importantes.

1. Anti-corruption et éthique des affaires,
2. Protection des données et de la vie privée,
3. Respect des Droits de l'Homme,
4. Qualité de vie au travail, et développement des compétences
5. Relations clients
6. Contrôle des exportations,
7. Qualité des produits et services,
8. Innovation durable
9. Respect de l'environnement et Green IT
10. Dialogue avec les parties prenantes et achats responsables

Ces priorités reflètent en grande partie les préoccupations décrites dans le présent plan.

3. RISQUES LIES AU MODELE D’AFFAIRES

En plus des risques associés aux enjeux de la Matrice de matérialité, l’entreprise peut faire face à des risques pouvant menacer son activité en tant que telle.

Des ateliers menés en interne avec des représentants des divisions d’IDEMIA ont permis d’en dresser la cartographie car ils peuvent affecter notre capacité à servir nos clients :

- Cyber-sécurité,
- Chaîne d’approvisionnement,
- Plan de continuité d’activité,
- Conformité,
- Fraude.

Ces risques de nature à entraver notre capacité à servir nos clients font l’objet de plans d’identification et d’atténuation très rigoureux. Ils recouvrent les risques du plan de vigilance : par exemple la protection des données et de la vie privée fait partie du plan global « Cyber-sécurité ». La chaîne d’approvisionnement est traitée sous des aspects globaux qui comprennent le devoir de vigilance, car aucun de nos engagements ne tient s’il n’est pas soutenu par nos partenaires.

La conformité et l’anti-corruption sont des risques RSE repris dans ce document.

4. DROITS DE L'HOMME ET LIBERTES FONDAMENTALES

IDEMIA est présent dans 62 pays, régis par des lois et réglementations différentes qu'il est impératif de respecter.

Lorsque c'est possible nous tentons d'uniformiser nos pratiques en adoptant les plus « vertueuses ».

La protection des droits de l'Homme et des libertés fondamentales englobe différents sujets dont le contrôle des exportations, la conformité commerciale, la liberté d'expression, la liberté d'association, l'interdiction du travail des enfants et du travail forcé, l'anti-discrimination, la protection de la vie privée, etc. De plus, en application de notre Code de Conduite Fournisseurs, nous nous engageons à ne travailler qu'avec des fournisseurs dont les pratiques professionnelles sont éthiques et respectueuses des droits de l'Homme (voir plus loin).

CONTROLE DES EXPORTATIONS ET SANCTIONS

Sur la base de son Programme Interne de Conformité à l'exportation (ICP) et de directives managériales claires, dans tous les pays où le groupe intervient, IDEMIA respecte, sans exception, l'ensemble des lois applicables et, en particulier, les réglementations concernant les contrôles des exportations et des ré exportations vers les pays tiers, suivant la classification des marchandises, leur utilisation finale, les utilisateurs finaux et les États destinataires, et ce en parfaite cohérence avec les principes édictés par les Nations-Unies concernant notamment les droits de l'Homme.

S'appuyant sur un réseau de plus de 50 correspondants dans le monde, les experts Export Control rattachés à la Direction Juridique et de la Conformité remplissent différentes missions :

- Assurer l'application du standard de conformité à travers le Groupe.
Ce tableau présente les demandes de licences d'exportation.

	2016	2017	2018	2019	2020
Demandes de licences	31	55	45	60	64

- Animer les sessions de sensibilisation pour les nouveaux arrivants et délivrer des formations spécifiques (évolutions des réglementations, activités ciblées, pays sous sanctions et embargos, etc.).

	2016	2017	2018	2019	2020
Sessions de formation spécifiques	51	25	32	29	26

- Vérifier la conformité de l'ensemble des activités menées par l'ensemble des sociétés du groupe avec une attention particulière sur les risques inhérents à une mauvaise utilisation des biens pouvant conduire à des atteintes aux droits de l'Homme ou à des restrictions des libertés.

Pour chaque action commerciale (prospect, réponse à un appel d'offre, nouveau contrat, renouvellement d'un contrat ou amendement à un contrat existant), les analyses de conformité sont menées suivant deux axes principaux :

- La connaissance du client (Know Your Customer) qui permet d'appréhender les différentes parties prenantes (le client, le distributeur, l'utilisateur final, les partenaires...), et
- L'affaire envisagée (business) avec une attention particulière sur les destinations initiales et finales, les produits considérés, leur utilisation finale ainsi que sur les banques impliquées dans la transaction.

Dès qu'une sensibilité particulière est identifiée, tant sur la destination que sur de possibles détournements d'usage, une analyse approfondie est engagée, le cas échéant en faisant appel à des autorités extérieures.

Les tableaux ci-après synthétisent les grandes actions engagées lors de ces processus d'analyse et donne un chiffre précis des vérifications et analyses spécifiques.

ANALYSE	Know Your Customer	Business	Conformité
Client, Distributeur Utilisateur final Autres partenaires	Entité légale, principaux représentants (Président, CEO...) Actionnaires En lien avec la « Trade Compliance »		Filtrage et contrôle via outils ou agences externes
Destination		Initiale et finale	Restrictions d'exportation en lien avec des régimes de sanctions éventuels
Produit		Double usage ou non	Demande de licences d'exportation et vérification des engagements pris
Utilisation finale		Certificat d'utilisation finale	Potentialité de mauvaise(s) utilisation(s) pouvant conduire à des atteintes aux droits de l'Homme
Banques impliquées		Monnaie utilisée	Filtrage et contrôle sur implications dans des financements d'activités prohibées

Les filtrages menés sur les différents intervenants sont globalement stables au fil des ans. Ce tableau reprend les nouvelles analyses ainsi que le total des vérifications.

Les analyses spécifiques vont croissant.

	2017	2018	2019	2020
Total nouvelles analyses	396	634	476	529
Q1	120	153	90	111
Q2	82	123	142	105
Q3	103	109	138	115
Q4	91	249	106	198
Total des vérifications	1032	1036	1117	1096

Toute activité vers des destinations ou utilisateurs finaux fait l'objet d'une analyse spécifique. Les analyses spécifiques vont croissant et impliquent l'ensemble des experts. La décision finale de type GO / NO GO peut s'appuyer également sur une consultation des autorités

	2017	2018	2019	2020
Analyses spécifiques	12	24	26	37
Rejets	1	2	4	2

ETHIQUE DES AFFAIRES

Les manquements à l'éthique, dont la corruption par exemple, font peser des risques très dommageables pour l'entreprise et l'ensemble de la société : réputation de l'entreprise, motivation des salariés et des parties prenantes, pertes financières, perte de confiance...

IDEMIA lutte contre ces risques par une organisation et des plans d'action très élaborés, notamment en matière d'audits, de contrôles financiers et plus généralement d'anti-corruption.

AUDIT ET CONTROLE INTERNES

Des équipes d'audit et de contrôle internes, rattachées à la Direction financière, vérifient la conformité de nos filiales partout dans le monde, suivant un Référentiel de Contrôle Interne. Le contrôle interne est chargé d'analyser les questionnaires d'auto-évaluation remplis annuellement par les filiales, et les équipes d'audit se rendent sur place selon un plan sur plusieurs années. Ces contrôles portent sur différents processus : stock, achats fournisseurs, ventes clients, trésorerie, ressources humaines, demandes de recrutement, nouveaux arrivants, départs, gestion de la paye et conformité.

Depuis quelques années, l'audit interne a ajouté au questionnaire « conformité » des questions relatives à la Responsabilité Sociale (santé, sécurité, environnement, ressources humaines, éthique, chaîne d'approvisionnement...).

En 2020, 51 entités IDEMIA représentant 68% des effectifs du groupe, ont rempli et renvoyé ce questionnaire. En raison du risque sanitaire, les équipes d'audit n'ont effectué que quatre audits (deux en Pologne, Hongrie, France) dont deux en visioconférence, et deux sur place.

Le niveau de risque des pays se réfère à l'index de Transparency International. Le pays le moins « risqué » a un index de 87 (Danemark).

Audits de conformité réalisés par l'Audit interne en 2020

Pays	Entités	Audit sur site
Risque élevé (score inférieur à 35 selon Transparency International)		
Albanie	ALEAT SHPK	
Brésil	IDEMIA do Brasil	
Mexique	IDEMIA Mexico S.A de C.V	
Philippines	Oberthur Cards System SA Regional Operating Headquarter (branch)	
Russie	IDEMIA Rus. JSC	
Russie	Oberthur Technologies LLC	

Risque modéré (score compris entre 36 et 66 selon Transparency International)		
Chili	IDEMIA Identity & Security Chile branch	
Colombie	IDEMIA Colombia SAS	
Colombie	IDEMIA Identity & Security Succursal Colombia	
Rép. Tchèque	IDEMIA Czech republic Sro	
Rép. Tchèque	IDEMIA Solutions Czech s.r.o.	
Hongrie	IDEMIA Hungary Kft	Sur place
Inde	IDEMIA Syscom India Private Limited	
Inde	Oberthur Technologies India Private Limited	
Inde	Smart Chip Private Limited	
Italie	IDEMIA Italy S.r.l. con Unico Socio	
Lithuanie	IDEMIA Latvia SIA	
Maroc	IDEMIA Morocco SA	
Chine	IDEMIA (Shenzhen) Technologies Company Limited	
Pologne	IDEMIA Poland R&D Sp. z o.o	Sur place
Pologne	IDEMIA Poland Sp. z o.o.	Audit en ligne
Portugal	IDEMIA Portugal Lda	
Kazakhstan	Qazaqstan Identity & Security LLP	
Roumanie	IDEMIA Technologies Romania SRL	
Roumanie	Morpho Cards Romania	
Afrique du Sud	Morpho Cards SA (Proprietary) Ltd.	
Afrique du Sud	OT South Africa (PTY) Ltd	
Espagne	IDEMIA Technologies Iberica S.A.	
Espagne	Prodo Hispania S.L.U.	
Risque peu élevé (score supérieur à 66 selon Transparency International)		
Australie	IDEMIA Australasia (Pty) Ltd	
Danemark	IDEMIA Denmark A/S	
Finlande	IDEMIA Finland Oy	
France	IDEMIA France SAS	
France	IDEMIA Starchip SAS	Audit en ligne
France	IDEMIA Identity & Security France SAS	
Allemagne	IDEMIA Germany GmbH	
Norvège	IDEMIA Norway A/S	
Singapour	IDEMIA Singapore Pte Ltd	
Suède	IDEMIA Sweden AB	
Suisse	IDEMIA Switzerland AG	
Pays Bas	IDEMIA Services B.V.	
Pays Bas	IDEMIA The Netherlands BV	
Emirats Arabes Unis	IDEMIA Identity & Security UAE Branch	
Emirats Arabes Unis	IDEMIA Middle East FZE	
Royaume-Uni	IDEMIA UK Ltd	
Royaume-Uni	IDEMIA Identity & Security UK Ltd	
Etats-Unis	IDEMIA America Corp	
Etats-Unis	IDEMIA Identity & Security USA LLC	
Etats-Unis	IDEMIA National Security Solutions LLC	
Etats-Unis	Oberthur Technologies of America (Chantilly)	
Etats-Unis	Oberthur Technologies of America (LA)	

CONFORMITE COMMERCIALE

La conformité commerciale permet de protéger IDEMIA contre les risques de corruption (mettant en jeu ses employés ou ses très nombreux partenaires commerciaux).

IDEMIA dispose d'un programme de conformité solide et éprouvé, justifié par notre modèle d'affaires très international. En voici les faits marquants pour l'année 2020.

Anti-corruption

En 2020, IDEMIA a procédé à 127 contrôles (au titre de la vérification raisonnable) en interne et en externe (filiales ou intervenants tiers).

Contrôles « vérification raisonnable »	127
- En interne	15
- En externe	112
Tiers approuvés	125
Tiers rejetés	2

CADEAUX ET INVITATIONS

L'anti-corruption passe par le contrôle rigoureux des cadeaux ou invitations proposés par nos salariés ou à des tiers.

- Cadeaux offerts	16
- Invitations offertes	128

Donations et parrainages

Les donations à des associations ou organisations sont également contrôlées.

- Donation	1
------------	---

Formation et sensibilisation à la Conformité commerciale.

Le programme de conformité prévoit des sessions de formation régulières (en présentiel et en ligne), pour expliquer le dispositif et les modifications régulières liées notamment aux lois et réglementations.

- Sessions de sensibilisation	13
- Nb d'employés formée	323

En tant qu'acteur majeur des marchés de la gestion d'identité civile et numérique, de la sécurité en ligne et de la confidentialité des données, la protection des données à caractère personnel est le cœur de notre métier. Par conséquent, la sécurité, la confidentialité et la protection des données à caractère personnel, qui peuvent avoir un caractère sensible, sont une préoccupation constante pour IDEMIA ; c'est aussi un gage de confiance vis-à-vis de nos clients, fournisseurs, partenaires, salariés et de l'ensemble des parties prenantes. IDEMIA s'engage à assurer la protection et la sécurité des données à caractère personnel et à respecter la vie privée des personnes concernées conformément à la législation applicable. Les données à caractère personnel que nous sommes amenés à collecter et à traiter dans le cadre de nos activités doivent être utilisées pour une finalité précise et légitime, d'une manière loyale et ne peuvent être conservées au-delà de la durée nécessaire à leur finalité. Partenaire de confiance des entreprises et des gouvernements, nous fournissons une identité sécurisée aux consommateurs et aux citoyens, dans un monde de plus en plus digital.

IDEMIA a mis en place une organisation dédiée à la protection des données personnelles basée sur un réseau de coordinateurs par métier et par business unit. Ce réseau permet de s'assurer que les différentes obligations en matière de protection des données sont effectivement implémentées et respectées pour l'ensemble des activités du Groupe. IDEMIA s'assure ainsi que les traitements de données personnelles qu'il réalise tant pour son propre compte que pour le compte de ses clients, intègrent les exigences relatives à la protection des données. Afin de s'assurer de la conformité des traitements, des analyses d'impacts sur la protection des données (Data Protection Impact Assessments) sont réalisés pour les traitements à risques.

Nos contrats clients et fournisseurs contiennent systématiquement des clauses relatives à la protection des données.

Un module de sensibilisation en ligne obligatoire pour l'ensemble des collaborateurs IDEMIA a été déployé : 91% des salariés basés dans l'Union Européenne et 86 % des salariés hors Union Européenne ont suivi cette formation pour la campagne 2019-2020.

Certification de la sécurité des données

14 sites IDEMIA sont certifiés ISO 27001 (sécurité de l'information).

Country	Site	ISO 27001 (SEC)
Albanie	Tirana	ISO 27001 6/12/2020
Chili	Santiago	ISO 27001 25/06/2021
Chine	Shenzhen	ISO 27001 03/01/2023
République Tchèque	Ostrava	ISO 27001 25/11/2022
France	Osny	ISO 27001 04/05/2023
	Vitré	ISO 27001 31/12/2020
Inde	Noida (Head Office)	ISO 27001 14/11/2022
	Noida (Smartchip Biometric)	ISO 27001 19/09/2022
	Noida (Syscom Factory Main Unit)	ISO 27001 22/11/2020
Italie	Milan	ISO 27001 24/03/2023
Pays-Bas	Haarlem	ISO 27001 23/01/2022
	Haarlem (ID&S)	ISO 27001 18/12/2023

Norvège	Stavanger	ISO 27001 30/12/2022
EAU	Dubai	ISO 27001 03/02/2021

MINERAIS ISSUS DE ZONES DE CONFLIT

Depuis 2011, aux termes de la loi Dodd Frank américaine, les entreprises dont les produits contiennent des minerais du conflit (or, tungstène, tantalium, étain) doivent soumettre leur chaîne d’approvisionnement à une diligence raisonnable, et en rendre compte auprès de la SEC (Securities and Exchange Commission). La procédure de traitement des minerais du conflit est accessible à tous sur notre site : <https://www.idemia.com/sites/corporate/files/IDEMIA-Conflict-Minerals-Policy-0618.pdf>

L’Union Européenne a voté en 2017 une réglementation sur les minerais du conflit pour application dans les Etats Membres en Janvier 2021.

IDEMIA se conforme aux recommandations de la Responsible Business Alliance (RBA) et trace l’origine de ses métaux en remplissant le modèle Conflict Mineral Responsible Template (CMRT). En 2019, nous avons répondu à 14 demandes de CMRT, et 19 en 2020.

RESSOURCES HUMAINES

IDEMIA compte 14 700 employés représentant plus de 80 nationalités dans 62 pays, soumis à différentes législations.

L’une des premières priorités concerne le respect des droits de l’homme qui s’applique à tous et partout. Cet engagement se concrétise par l’adhésion au Pacte Mondial des Nations-Unies et au Code de conduite (voir l’Introduction).

Anti-discrimination :

Processus de recrutement	Ils se font en conformité avec toutes les lois et réglementations locales.
Agences de recrutement	Accords globaux avec les principales agences de recrutement, selon des contrats gérés en central, en respectant des clauses revues régulièrement par le département juridique et les achats.
Audits internes	3 sites IDEMIA évalués en 2020 (nombre restreint découlant des restrictions imposées par le COVID-19). - Aucun cas de travail force identifié dans les sites IDEMIA.
Audits RSE	Questionnaire d’auto-évaluation sur les sites, pour suivre les pratiques liées à la Santé Sécurité, Environnement, à l’éthique et aux réglementations de l’OIT. - Critères de contrôle basés sur la certification SA8000 pour le travail forcé et le travail des enfants. - Partage des bonnes pratiques au cours de visites sur certains sites

	<ul style="list-style-type: none"> ○ 2019 Shenzhen (Chine), Cotia (Brésil), ○ 2020 Cali et Bogota (Colombie).
Formations RSE	Formation en ligne sur la base du Code de conduite (6 500 personnes formées).
Droits de l'homme	Formation sur les droits de l'homme et l'esclavage moderne (déploiement en cours)
Jeunes embauchés	Parcours d'intégration des nouveaux embauchés incluant une sensibilisation au comportement éthique, pour l'employé et l'employeur.
SA8000	Certification du site de Noida (Inde) depuis 2011.

Formation

Notre objectif est de développer le potentiel des salariés et de veiller à une formation à différents stades de la présence dans l'entreprise.

Le plan de formation est discuté une fois dans l'année lors de l'Entretien Individuel de Développement Personnel pour chaque salarié, qui se voit donc proposer un plan de formation selon ses souhaits d'évolution, en accord avec sa hiérarchie.

Tous les salariés d'IDEMIA se verront proposer une formation au moins dans le courant de l'année.

Diversité

Comme le prévoit la loi en France, IDEMIA publie pour chacune de ses entités (IDEMIA France et IDEMIA Identity & Security) un index d'égalité professionnelle femmes-hommes (83 et 82 en 2020). Cet index se calcule à partir de cinq indicateurs :

- L'écart de rémunération femmes-hommes,
- L'écart de répartition des augmentations individuelles,
- L'écart de répartition des promotions,
- Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité,
- Le nombre de personnes du sexe sous-représenté parmi les 10 plus hautes rémunérations.

Au niveau mondial, IDEMIA s'est dotée d'une charte diffusée à toutes nos agences de recrutement afin que pour tous les postes ouverts, une femme au moins figure dans la liste des candidats. Cette mesure doit permettre à terme de relever de 3 points la proportion de femmes présentes dans l'organisation (de 28% à 31% sur l'ensemble des effectifs de l'entreprise).

Pour les 450 postes les plus « visibles », le département des ressources humaines s'est fixé l'objectif de garantir la présence de candidates parmi les managers de demain.

5. SANTE SECURITE ENVIRONNEMENT

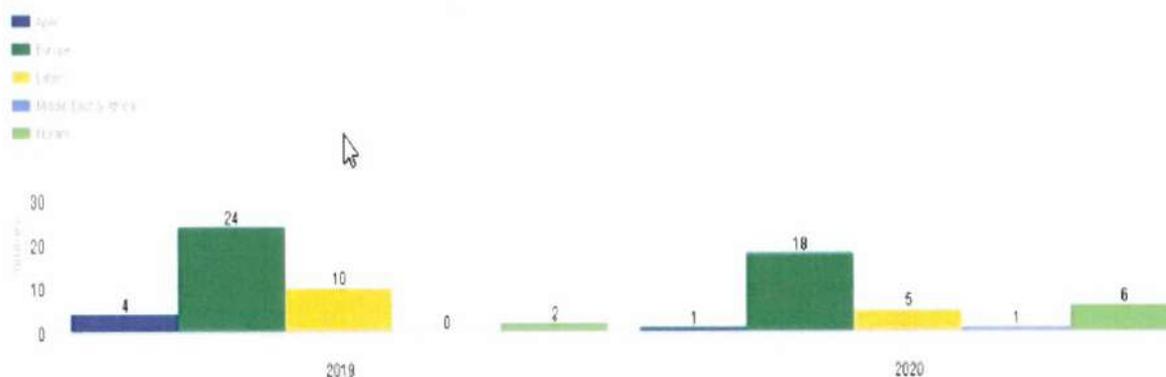
En matière de Santé, Sécurité, Environnement, le premier risque provient des activités de production : il convient de protéger nos salariés, nos sous-traitants, nos clients, et l'ensemble des parties prenantes. Tout manquement aux règles et lois locales peut dégrader notre crédibilité en interne et en externe.

Comme pour toute activité industrielle, IDEMIA doit faire face à des situations entraînant des accidents ou des dommages à l'environnement : manipulation de substances dangereuses, situation d'urgence, ou encore nuisances pour le voisinage comme un niveau sonore élevé.

Le plan de protection Santé Sécurité Environnement s'articule autour

- Certifications des sites les plus importants,
- Formation des personnes concernées sur les sites,
- Référentiel documentaire (Manuel Santé Sécurité et Politique environnementale,
- Mise en place d'organisations locales et centrales.

En matière de protection des personnes, la plate-forme PURE enregistre chaque mois le nombre d'accidents survenus sur nos sites (environ 50).



Certifications

IDEMIA est un acteur majeur de la carte à puce, secteur très réglementé, obéissant à des normes de qualité extrêmement élevées.

63 sites IDEMIA sont certifiés Qualité ISO 9001 : tous les sites de production, les centres de personnalisation, et les sites tertiaires importants.

Pour répondre aux demandes du secteur automobile dans le domaine de la qualité, trois sites sont certifiés IATF16949, Shenzhen (Chine), Vitré et Paris - La Défense.

Dix-huit sites sont certifiés ISO14001 (environnement) et 10 sites sont certifiés ISO45001 (ou OHSAS) (santé sécurité).

Notre objectif est de certifier tous les sites de production, ainsi que la majorité des centres de personnalisation et les sites tertiaires comptant plus de 100 salariés.

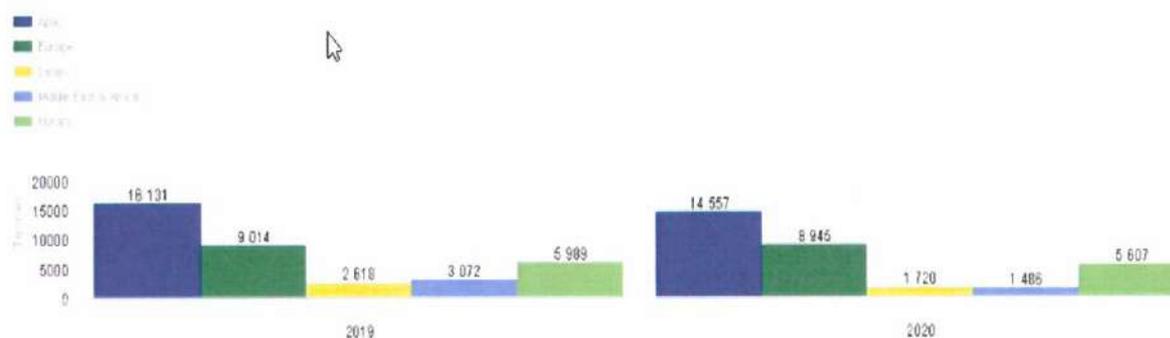
Tableau des certifications existantes avec les dates de re-certification

Pays	Site	ISO14001	ISO45001
Brésil	Cotia (production)	ISO 14001 18/03/2021	
Chili	Santiago (production)	ISO 14001 28/11/2023	ISO 45001 19/11/2023
Chine	Shenzhen (production)	ISO 14001 02/11/2020*	OHSAS 18001 31/12/2020
Colombie	Bogota (Programmes)	ISO 14001 28/06/2021	ISO 45001 18/11/2023
	Cali (production et personnalisation)	ISO 14001 28/05/2021	OHSAS 11/03/2021
Rép. Tchèque	Ostrava (production)	ISO 14001 12/06/2021	ISO 45001 14/11/2022
France	Dijon (centre de personnalisation)		ISO 45001 27/12/2021
	Saint Etienne du Rouvray (production)	ISO 14001 24/10/2023	
	Vitré (production)	ISO 14001 31/12/2020	OHSAS 18001 31/12/2020
Inde	Noida (Cards2 CBC)	ISO 14001 20/12/2020	
	Noida (head office, tertiaire)		OHSAS 18001 11/03/2021
	Noida (Smartchip Biometric)	ISO 14001 06/12/2020	ISO 45001 06/12/2020
	Noida (Syscom Factory Main Unit)	ISO 14001 20/12/2020	
	Noida Service Center (personnalisation)	ISO 14001 20/12/2020	
Italy	Milan (personnalisation)	ISO 14001 24/03/2023	ISO 45001 24/03/2023
Netherland	Haarlem (production)	ISO 14001 20/02/2023	
South Africa	Johannesburg (SC + Programs)	ISO 14001 24/08/2022	
Sweden	Strängnäs (personnalisation)	ISO 14001 17/02/2021	
UK	Tewkesbury (personnalisation)	ISO 14001 31/12/2020	
USA	Exton (production)	ISO 14001 22/04/2021	

*La certification ISO 14001 en Chine est en cours de renouvellement.

Le contrôle des impacts environnements s'effectue par le suivi mensuel des émissions de CO2 sur l'ensemble des sites (environ 50 sites participent à la collecte des données).

Relevé des émissions de gaz à effets de serre (tonnes de CO2)



6. RESPONSABILITE DE LA CHAINE D'APPROVISIONNEMENT

Pour servir ses clients et couvrir ses besoins internes, IDEMIA fait appel à plusieurs milliers de fournisseurs et sous-traitants établis dans le monde entier.

Un dispositif graduel permet de garantir le respect de nos engagements tout au long de la chaîne d'approvisionnement :

- Code de Conduite Fournisseurs,
- Certifications ISO,
- Audits qualité,
- Notation ECOVADIS des sous-traitants, en particulier pour les risques éthiques, sociaux et environnementaux.

FOURNISSEURS ET SOUS-TRAITANTS

En 2018, IDEMIA a mis en place un programme de suivi appelé *iWAY Partner Program* qui se renforce progressivement pour engager la chaîne d'approvisionnement sur les sujets RSE. Nous distinguons les fournisseurs directs (sous-traitants clés de fabrication, fournisseurs de matières premières, d'équipements et de pièces de rechange) et les fournisseurs indirects (fournisseurs locaux, pour la restauration, le nettoyage, la sécurité, les agences de travail temporaire ou la gestion d'installations, etc.).

Le programme iWAY a d'abord été déployé auprès des fournisseurs directs sur les sujets de performance opérationnelle pour peu à peu s'étoffer.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES FOURNISSEURS

Etablie en 2019, la cartographie s'améliore pour inclure les risques RSE (droits de l'homme et libertés, santé et sécurité, environnement) et les fournisseurs indirects.

Cette cartographie est revue une fois par an avec les managers des achats afin :

- D'intégrer d'éventuels nouveaux risques, la probabilité d'occurrence, l'impact et le niveau, de maîtrise, le plan d'action et l'objectif de réduction du risque,

- De réévaluer les risques déjà identifiés et la pertinence et l'efficacité du plan d'action.

Le risque RSE est identifié à partir de données opérationnelles d'évaluation RSE, prenant en compte la hiérarchisation des fournisseurs, les audits internes ou des tierces parties (ou bien des clients), des audits de nos fournisseurs et des revues de performance fournisseurs, des demandes clients et investisseurs responsables, de la veille légale et médiatique et des attentes d'autres parties prenantes.

HIERARCHISATION DES FOURNISSEURS

Un premier groupe de fournisseurs est formé contenant les fournisseurs stratégiques (sans condition de volume d'achats ou de localisation) qui font l'objet d'une évaluation RSE. Deux autres groupes concernent le volume d'achat annuel avec ces fournisseurs.

Groupe	Critères	Disposition RSE et atténuation des risques
Groupe 1	Fournisseur clef	1. Evaluation RSE par ECOVADIS (ou équivalent)
Groupe 2	Volume d'achat annuel > 50 k€	2. Engagement d'adhésion au Code de conduite Fournisseurs ou dispositions équivalentes
Groupe 3	Volume d'achat annuel < 50k€	3. Code de Conduite fournisseurs et conditions générales de vente applicables aux commandes

L'évaluation régulière et les actions d'atténuation des risques ou de préventions sont basées sur :

1. L'évaluation RSE qui permet de sensibiliser nos fournisseurs, de les évaluer et d'identifier les risques. Le fournisseur répond à la demande d'évaluation d'EcoVadis (ou équivalent).

Les résultats agrégés par fournisseur permettent d'identifier les domaines d'attention :

- Mise en place par le fournisseur d'un plan d'action corrective, en cas d'évaluation inférieure aux attentes d>IDEMIA (reportée d'ailleurs dans la cartographie des risques),
 - Audit d>IDEMIA pour vérifier la mise en place des actions,
 - Projet de développement pour accompagner le fournisseur,
 - Sanctions allant d'une baisse de la part de marché à l'arrêt de la relation avec le fournisseur.
2. L'engagement envers les dispositions du Code de conduite Fournisseurs, par signature du document, ou présentation de dispositions équivalentes dans le système de management du fournisseur.
 3. Le screening de notre base fournisseur par rapport aux listes de sanctions.

Fin 2020 IDEMIA fera, avec le support d'un tiers de confiance, une analyse des éventuelles alertes. La base fournisseurs est passée au crible des listes de sanction afin d'identifier les fournisseurs à risques RSE et décider des actions éventuelles à mener (évaluation RSE par EcoVadis, audit, ou autre).

En 2020, les actions auprès de nos fournisseurs directs au niveau Groupe ont permis d'obtenir les résultats suivants :

- 100% des nouveaux fournisseurs globaux du Groupe 2 se sont engagés sur les dispositions de notre Code de Conduite Fournisseurs ou ont fourni des garanties équivalentes,
- 44% de notre volume d'achat avec les fournisseurs directs du Groupe 1 sont couverts par une évaluation EcoVadis (contre 34% l'an dernier).

FORMATION DES ACHETEURS

En 2019 et 2020, 60 acheteurs et contributeurs achats ont suivi une formation complémentaire au e-learning IDEMIA sur les moyens de garantir la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement (conformité légale, respect des droits de l'Homme et responsabilité sociale et environnementale). La formation, intitulée «From hard to soft law» a été déployée auprès des équipes achat en cinq sessions (Inde, Chine, 2 sessions en Europe, USA et Amérique du Sud).

SUIVI DES FOURNISSEURS

Nous assurons l'évaluation des fournisseurs de deux façons essentiellement : par des audits sur place effectués par une équipe d'auditeurs internes dédiés, et par un partenariat avec EcoVadis qui soumet nos fournisseurs à un questionnaire très détaillé, et nous renseigne sur la maturité RSE de nos fournisseurs.

Les 2 approches se complètent et constituent un ensemble cohérent et solide.

L'année 2020 étant particulière, et empêchant l'activité d'audit dans les sites étrangers, nous rappelons les activités de 2019 qui auraient dû se poursuivre sur la même tendance en 2020.

En 2019, l'équipe Qualité Fournisseurs a audité 50 fournisseurs (dans de très nombreux pays – Europe, Brésil, Ouzbékistan, Nigeria, Russie, Canada, Chine, Australie...) dont des audits sur place dans 9 pays. Pour 25 audits, l'équipe Qualité Fournisseurs a intégré la note EcoVadis du fournisseur.

En 2020, l'équipe a effectué 17 audits (dans 7 zones géographiques – en Europe, en Chine et en Inde), à l'aide d'un questionnaire ad hoc.

Le questionnaire d'auto-évaluation du fournisseur précédant tout audit comporte divers thèmes : qualité, achats, réception, stockage, fabrication, expédition, conditionnement...

Il est également demandé aux fournisseurs de présenter des preuves de conformité Reach/Rohs, minerais du conflit, certifications qualité (MasterCard, Visa...).

La note EcoVadis le cas échéant est également demandée.

Tous les fournisseurs audités sont désormais mesurés en fonction de critères RSE.

Critères de mesure pour les fournisseurs Directs

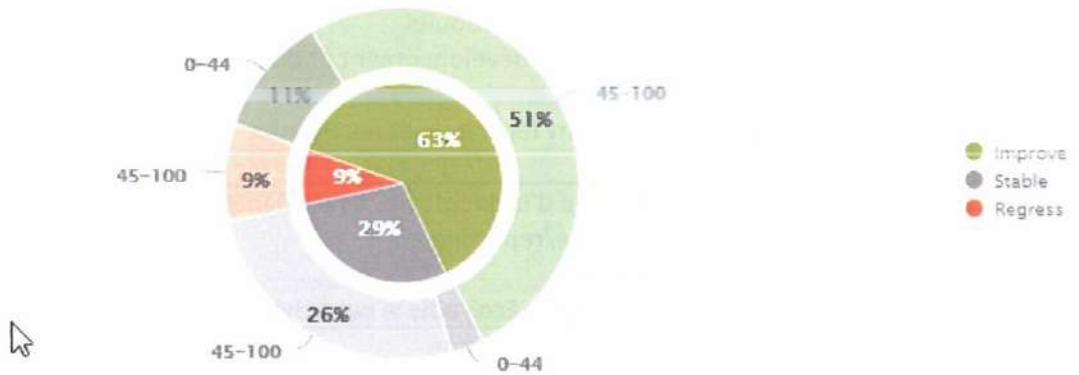
Thème	Poids	Critères	%
Technologie	25%	Performance Produits	45%
		Innovation produits	15%
		Outils de développement et documentations techniques	15%
		Echantillons/services	
		Support technique et partenariat	10%
			15%
Qualité	25%	Niveau d'incidents (le cas échéant)	35%
		Qualité/reporting	25%
		Audit	20%
		RSE (note EcoVadis le cas échéant)	20%
Approvisionnement	25%	Délais de livraison	35%
		Flexibilité/stock tampons/communication/support	50%
		Capacité de charge	15%
Support commercial	25%	Compétitivité sur la chaîne de valeur	20%
		Positionnement prix	60%
		Support à la vente	20%

Critères de mesures pour les fournisseurs logistiques

Thème	Poids	Critères	%
Durabilité et croissance	25%	Proposition d'améliorations (opérationnelles et services)	45%
		Performance environ. (réduction d'énergie)	45%
		Utilisation dernières technologies de transport	10%
Qualité	25%	Niveau d'incidents (le cas échéant)	35%
		Qualité reporting	25%
		Audit	20%
		RSE (note EcoVadis le cas échéant)	20%
Approvisionnement	25%	Organisation	35%
		Efficacité/communication/support	50%
		Niveau de capacité de charge	15%
Support commercial	25%	Compétitivité dans la chaîne de valeur	20%
		Positionnement prix	60%
		Support aux ventes	20%

EcoVadis permet de suivre le score moyen des fournisseurs notés. 63% des fournisseurs réévalués se sont améliorés.

EVOLUTION OF REEVALUATED SUPPLIERS



7. DISPOSITIF D'ALERTE

Le dispositif de recueil d'alertes permet à tout employé ou partenaire qui le souhaite de faire état d'un manquement à l'éthique. Disponible en 17 langues, le système d'alerte garantissant l'anonymat est accessible à l'ensemble des employés et parties prenantes, dans de très nombreux pays.

Pour élargir le périmètre, le dispositif est désormais accessible depuis notre site internet par toute partie prenante : <https://idemia.integrityline.org/>

Tout incident venant à l'encontre des lois applicables localement, ou dénoncé par le Code de Conduite IDEMIA, peut donc ainsi être reporté.

En 2020, 5 signalements ont été reportés, et résolus.

8. INDICATEURS

La mesure des impacts sociaux et environnementaux, au centre de la démarche RSE, contribue au devoir de vigilance : identification des risques et mesures d'atténuation sont suivies mensuellement dans la plupart des cas (ou trimestriellement).

IDEMIA s'est doté d'une plate-forme logicielle déployée dans tous les pays où nous opérons.

Ce dispositif est animé par l'équipe RSE en central, et localement par les responsables de sites, les responsables Santé Sécurité Environnement, et les ressources humaines.

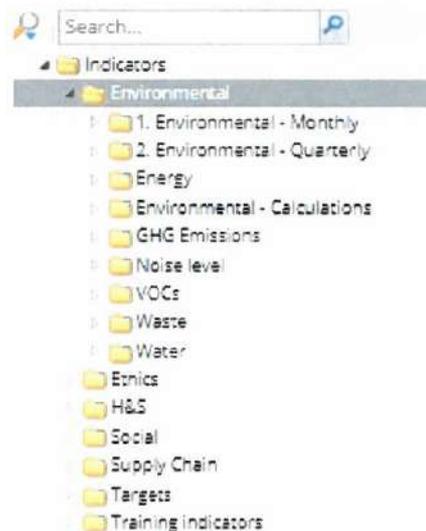
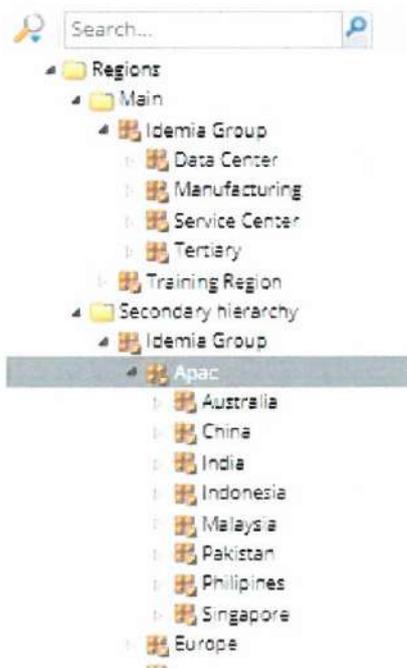
La collecte des informations est obligatoire pour les sites de production, les centres de personnalisation, et en fonction des effectifs pour les autres sites :

- Sites de production (notamment pour les indicateurs environnementaux)
- Centres de personnalisation
- Sites tertiaires (selon les effectifs)
- Sites de R&D (selon les effectifs)
- Centres de données

L'ensemble des sites participant à la collecte des données représente environ 70% de l'effectif global d'IDEMIA (14 700 personnes).

L'outil de suivi Pure permet de suivre l'ensemble des impacts sociaux et environnementaux sur une cinquantaine de sites. Les indicateurs sont répartis par domaines (Environnement, Ethique, Santé/Sécurité, social, Chaîne d'approvisionnement).

Les données sont enregistrées par types d'activité et par emplacements géographiques :



9. RECAPITULATIF

Risques	Identification et actions de prévention
Droits de l'homme	Questionnaires d'auto-évaluation Audits Système d'alerte Formations - Sensibilisation Code de Conduite
Contrôle des exportations	Demandes de licences Formations - Sensibilisation Analyses/Filtrage
Audits et contrôle internes	Analyse des sites sur pays à risque (Transparency international) Questionnaire d'auto-évaluation Audits internes sur place (ou en ligne en 2020) Formations
Conformité commerciale Cadeaux invitations	Audits sur place par l'équipe juridique des entités juridiques et des REPrésentants Sensibilisation de tous les salariés Formations pour les fonctions les plus exposées Procédure de contrôle
Protection des données	Analyses d'impact programmées Formations Alertes
Minerais du conflit	Analyse des fournisseurs 3TG (gold, tungstene, tantalimum, tin) Procédure CMRT encadrée par la Responsible Minerals Initiative
Anti-discrimination et libertés fondamentales	Alertes Formations Signature du Code de conduite
Ressources humaines	Anti-discrimination Diversité Formation
Santé & Sécurité Environnement	Questionnaires auto-évaluations Indicateurs (Fréquences accidents, gravité accidents par exemple) Audits Certifications ISO 45001 et ISO14001 Système d'alerte

mazars

Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris-La Défense



Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex

IDEMIA Group

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

IDEMIA Group

Société par actions simplifiée au capital de 784 831 164 €
Siège social : 2, place Samuel de Champlain - 92400 Courbevoie
RCS Nanterre B 533 960 407

[Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels](#)

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux Associés de la société IDEMIA Group

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décisions collectives des associés, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société IDEMIA Group relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme indiqué dans la note 2.2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels, les titres de participation sont évalués à la clôture à leur valeur d'inventaire correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (valeur d'entreprise), diminuée, le cas échéant, de l'endettement. Une dépréciation est constatée si cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons vérifié les hypothèses retenues pour déterminer la valeur d'inventaire des titres ainsi que leur traduction chiffrée et apprécié le caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux comptes

Mazars

A Paris-La Défense, le 5 Mars 2021

ERNST & YOUNG et Autres

A Paris- La Défense, le 5 mars 2021

Jean-Marc Deslandes

Mathieu Mougard

Béatrice Belle



IDEMIA GROUP S.A.S.

ETATS FINANCIERS ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2020

SOMMAIRE

COMPTE DE RESULTAT	3
BILAN	4
NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE	6
NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	6
2.1 BASE DE PREPARATION	6
2.2 TITRES DE PARTICIPATIONS	6
2.3 CREANCES	7
2.4 DETTES	7
2.5 INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE ET ENGAGEMENTS ASSIMILES	7
NOTE 3 – CHIFFRE D’AFFAIRES	8
NOTE 4 – AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	8
NOTE 5 – CHARGES DE PERSONNEL	8
NOTE 6 – AUTRES CHARGES	9
NOTE 7 – RESULTAT FINANCIER	9
NOTE 8 – IMPOT SUR LES BENEFICES	9
NOTE 9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES	10
NOTE 10 – CREANCES CLIENTS	10
NOTE 11 – AUTRES CREANCES	111
NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES	11
NOTE 13 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	14
NOTE 14 – ENDETTEMENT FINANCIER NET	145
NOTE 15 – DETTES D’EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	15
NOTE 16 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES	156
NOTE 17 – PRODUITS A RECEVOIR	156
NOTE 18 – CHARGES A PAYER	16
NOTE 19 – PARTIES LIEES	16
NOTE 20 – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	167
NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	16
NOTE 22 – AUTRES INFORMATIONS	17
22.1 EFFECTIF	17
22.2 ETAT CONSOLIDES	17
22.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES	17
NOTE 23 – EVENEMENTS POST-CLOTURE	177

COMPTE DE RESULTAT

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Production vendue de biens			
Production vendue de services		4 683 417	5 949 039
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	3	4 683 417	5 949 039
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation			
Reprises sur dépréciations, provisions, transferts de charges		0	62 618
Autres produits		1 388	477
PRODUITS D'EXPLOITATION		4 684 804	6 012 133
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			
Autres achats et charges externes	4	3 171 500	5 962 249
Impôts, taxes et versements assimilés		483 555	522 112
Salaires et traitements	5	4 610 189	4 398 605
Charges sociales	5	688 893	1 815 484
Dotations d'exploitation :			
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			
Dotations aux provisions		46 461	13 308
Autres charges	6	298 499	237 768
CHARGES D'EXPLOITATION		9 299 097	12 949 526
RESULTAT D'EXPLOITATION		-4 614 292	- 6 937 393
Produits financiers de participations			
Produits des valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		7 459 761	7 627 688
Autres intérêts et produits assimilés		-	-
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Différences positives de change		11 719	9 046
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
PRODUITS FINANCIERS		7 471 480	7 636 734
Dotations financières aux amortissements et provisions		957 055 000	
Intérêts et charges assimilées		41 593 041	37 511 606
Différences négatives de change		5 143	14 091
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		-	-
CHARGES FINANCIERES		998 653 184	37 525 697
RESULTAT FINANCIER	7	-991 181 704	- 29 888 963
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		-995 795 996	- 36 826 356
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations en capital			
Reprises sur provisions et transferts de charges			
PRODUITS EXCEPTIONNELS		-	-
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		-	64 336
CHARGES EXCEPTIONNELLES		-	64 336
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-	64 336
Participation des salariés			
Impôts sur les bénéfices	8	- 11 242 463	15 380
RESULTAT NET		- 984 553 533	- 36 906 072

BILAN

A. Bilan actif

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement			
Frais de développement			
Concessions, brevets et droits similaires			
Fonds commercial			
Autres immobilisations incorporelles			
Avances, acomptes sur immo. incorporelles			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions			
Installations techniques, mat. et outillage			
Autres immobilisations corporelles			
Immobilisations en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
Participations	9	1 083 300 204	2 040 355 204
Créances rattachées à des participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts	9	195 815 856	195 665 856
Autres immobilisations financières			
ACTIF IMMOBILISE		1 279 116 060	2 236 021 060
STOCKS ET EN-COURS			
Matières premières, approvisionnements			
En-cours de production de biens			
En-cours de production de services			
Produits intermédiaires et finis			
Marchandises			
Avances, acomptes versés sur commandes			
CREANCES			
Créances clients et comptes rattachés	10	1 108 402	-
Autres créances	11	15 205 162	23 226 986
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	14	585 000	379
COMPTES DE REGULARISATION			
Charges constatées d'avance		25 182	0
ACTIF CIRCULANT		16 923 746	23 227 365
Frais d'émission d'emprunts à étaler			
Primes de remboursement des obligations			
Ecarts de conversion actif			
TOTAL DE L'ACTIF		1 296 039 806	2 259 248 425

B. Bilan passif

(en euros)	Note	31-déc 2020	31-déc 2019
Capital social ou individuel		784 780 652	784 077 679
Primes d'émission, de fusion, d'apport		1 059 713 627	1 059 091 234
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-	171 482 094	134 576 022
Résultat de l'exercice	-	984 553 533	36 906 072
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées		170 300	170 300
CAPITAUX PROPRES	12	688 628 952	1 671 857 119
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES		-	-
Provisions pour risques		-	-
Provisions pour charges		112 776	66 315
PROVISIONS	13	112 776	66 315
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires	14	359 699 288	328 069 166
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14	202 213 323	202 238 934
Emprunts et dettes financières divers	14	37 514 339	47 510 615
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	5 004 384	4 203 719
Dettes fiscales et sociales	15	2 815 324	5 258 805
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	15	51 420	43 751
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance			
DETTES		607 298 078	587 324 990
Ecarts de conversion passif			0
TOTAL DU PASSIF		1 296 039 806	2 259 248 425

NOTE 1 – FAITS CARACTERISTIQUES DE LA PERIODE

Pierre Barrial a été nommé Président de la Société par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Yann Delabrière, démissionnaire.

Yann Delabrière a été nommé Président du Conseil de surveillance par décision de l'Assemblée générale du 30 juin 2020 avec effet au 1er juillet 2020, en remplacement de Jan Janshen, démissionnaire.

La crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 n'a pas eu d'impact sur les comptes statutaires d'IDEMIA Group, du fait de son activité de holding. En revanche, la pandémie actuelle a eu pour conséquence de différer l'amélioration des flux futurs de trésorerie générées par l'activité du Groupe entraînant une baisse de valeur de l'entreprise. En conséquence, une provision pour dépréciation des titres d'IDEMIA Finance a été constituée à hauteur de 957 M€.

NOTE 2 – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 BASE DE PREPARATION

Les comptes sociaux au 31 décembre 2020 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France selon le règlement de l'ANC 2014-03 relatif au plan comptable général et des règlements de l'ANC le modifiant.

Le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2020 ont été établis dans le respect des principes de prudence et conformément aux hypothèses de continuité de l'exploitation, de permanence des méthodes et de l'indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration de ces comptes annuels 2020 sont identiques à ceux de l'exercice 2019.

Les états financiers de IDEMIA GROUP S.A.S sont présentés en euros, sauf mention contraire.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 18 février 2021 par le Président.

2.2 TITRES DE PARTICIPATIONS

Coût d'entrée des participations

Les participations figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Le coût d'acquisition des titres comprend leur prix d'achat (y compris les éventuels compléments de prix).

Les frais d'acquisition de titres, dont la liste est limitativement fixée par le PCG (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes), sont incorporés au coût d'acquisition des titres. Ces frais d'acquisition font l'objet d'un amortissement dérogatoire afin de bénéficier d'une déduction fiscale.

Cet amortissement dérogatoire donne lieu à la comptabilisation d'une dotation annuelle, classée en résultat exceptionnel, à hauteur de 1/5ème (calculé prorata temporis) du montant total des frais d'acquisition. La société constitue ainsi une provision réglementée qui ne sera reprise que lors de la sortie des titres.

Dépréciation des titres de participations

A la clôture de l'exercice, la société compare la valeur nette comptable des titres de participation à leur valeur d'inventaire.

La valeur d'inventaire des titres est appréciée en fonction de la valeur intrinsèque des fonds propres, correspondant à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus (valeur d'entreprise), diminuée, le cas échéant, de l'endettement.

Une dépréciation des titres a été constituée en 2020 pour 957 055 milliers d'euros.

2.3 CREANCES

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

Une dépréciation est enregistrée lorsqu'il apparaît à la clôture de l'exercice que la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable et qu'il existe une perte probable, jugée réversible.

Les créances rattachées à des participations correspondent à des prêts octroyés à des entités dans lesquelles la société (prêteur) détient une participation.

2.4 DETTES

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.5 INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE ET ENGAGEMENTS ASSIMILES

Les indemnités de fin de carrière sont provisionnées dans les comptes, en provisions, au passif du bilan, en application de la méthode préférentielle, conformément à l'application de la recommandation du CNC (Rec. CNC n°2003 R.01 émise le 1^{er} avril 2003) et de l'ANC (rec. 2013-02).

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ en retraite ont été calculés selon la méthode rétrospective (méthode dite du P.B.O : « Projected Benefit Obligation »).

Celle-ci repose sur une évaluation actuarielle et prend en compte les droits acquis au moment du départ en retraite, ainsi que les salaires projetés de fin de carrière. Les coûts estimés des engagements sont provisionnés suivant la technique recommandée par l'O.E.C., à savoir, le prorata des droits au terme (lissage de l'engagement total sur l'ensemble de la vie active des salariés).

A partir de l'exercice 2018, les comptes annuels présentent une vision des engagements avec la reconnaissance des écarts actuariels et des coûts des services passés.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

	31/12/2020	31/12/2019
Taux d'actualisation	0,30%	0,70%
Taux d'augmentation des salaires	1,5% à 4% (en fonction de l'âge)	0% à 4% (en fonction de l'âge)
Age de départ à la retraite	65 (cadres) 62 (non cadres)	65 (cadres) 62 (non cadres)
Taux de rotation	0% à 12,81% (en fonction de l'âge)	0% à 6% (en fonction de l'âge)

Le montant de l'engagement pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 110 431 euros au 31 décembre 2020.

Par ailleurs, la provision au titre des médailles du travail s'élève à 2 345 euros au 31 décembre 2020.

NOTE 3 – CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé par la société correspond aux prestations rendues par cette dernière à la société IDEMIA France S.A.S. Les prestations réalisées correspondent principalement à des services rendus en matière de direction générale, financière et gestion des relations humaines, ainsi qu'à la définition de la stratégie du groupe IDEMIA.

La baisse du chiffre d'affaire 2020 est en lien avec la diminution des charges de personnel et autres charges à refacturer à IDEMIA France

NOTE 4 – AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Honoraires	2 193 548	4 994 619
Autres	977 954	967 630
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	3 171 501	5 962 249

Ce poste comprend principalement des honoraires de commissariat aux comptes et d'assistance juridique, financière et à la direction générale.

NOTE 5 – CHARGES DE PERSONNEL

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et traitements	4 610 189	4 398 605
Charges sociales	688 893	1 815 484
CHARGES DE PERSONNEL	5 299 082	6 214 090

NOTE 6 – AUTRES CHARGES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Jetons de présence	298 333	234 384
Perte de change d'exploitation	159	1 024
Autres	7	2 360
AUTRES CHARGES	298 499	237 768

Le nombre d'administrateurs au 31 décembre 2020 est de 9

NOTE 7 – RESULTAT FINANCIER

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Intérêts sur prêts	7 459 761	7 439 379
Intérêts sur emprunt	-40 083 212	-37 123 429
Intérêts sur comptes courants	-659 248	131 817
Intérêts sur cession CIR/CICE	-850 000	-330 980
Intérêts bancaires	-580	-705
Dotation aux provisions sur titres	-957 055 000	-
Pertes de change nettes	6 576	-5 044
RESULTAT FINANCIER	-991 181 704	-29 888 962

Le résultat financier comprend principalement :

- Des produits d'intérêts sur prêt en faveur d'IDEMIA Finance, rémunéré au taux de 3,75% (Note 9).
- Des charges d'intérêts relatives aux prêts d'actionnaire et emprunts obligataires (Note 14).
- Une dotation aux provisions sur les titres IDEMIA FINANCE pour un montant de 957 055 milliers d'euros (Note 9).

NOTE 8 – IMPOT SUR LES BENEFICES

IDEMIA a opté en faveur du régime d'intégration fiscale. La société IDEMIA GROUP S.A.S. est tête de groupe d'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2012. Le groupe intégré comprend la société mère et ses principales filiales françaises.

La convention d'intégration fiscale prévoit que :

- Les filiales comptabilisent leur impôt comme si elles n'étaient pas membre du groupe
- Les économies d'impôts éventuelles soient prises au compte de résultat de la société tête de groupe et ne soient pas restituées aux filiales.

Un produit d'intégration fiscale a été constaté pour un montant de 11 243 milliers d'euros au 31 décembre 2020 avec les sociétés Idemia Identity & Security France et IDEMIA Finance.

Le résultat d'ensemble du groupe fiscal est une perte de 16 619 milliers d'euros au 31 décembre 2020 et le montant des déficits groupe s'élève à 940 627 milliers d'euros.

Les déficits propres à IDEMIA GROUP S.A.S s'élèvent à 228 794 milliers d'euros au 31 décembre 2020, dont 226 503 milliers d'euros nés pendant la période d'intégration fiscale et perdus pour la société en cas de sortie de cette intégration fiscale. En revanche, en cas de sortie, les déficits reportables du groupe fiscal deviendront des déficits propres d'IDEMIA GROUP SAS.

La créance en germe du CIR 2020 a été cédée partiellement à fin décembre pour un montant de 17 343 milliers d'euros. Une cession des créances de CIR de l'année 2019 avait été par ailleurs réalisé au mois de juin 2020 pour un montant de 21 638 milliers d'euros.

NOTE 9 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Idemia Finance S.A.S	1 083 300 194	2 040 355 194
Idemia France S.A.S	9	9
Idemia Identity & Security S.A.S	1	1
PARTICIPATIONS	1 083 300 204	2 040 355 204
Prêts - Idemia Finance S.A.S	195 665 856	195 665 856
Autre prêts	150 000	-
Intérêts courus sur prêts	-	-
PRETS	195 815 856	195 665 856
DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 279 116 060	2 236 021 060

Une provision pour dépréciation des titres de participations IDEMIA Finance a été constituée pour un montant de 957 055 milliers d'euros.

NOTE 10 – CREANCES CLIENTS

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Idemia Finance S.A.S	1 108 402	-
CREANCES CLIENT	1 108 402	-

Le solde des créances clients au 31 décembre 2020 correspond aux factures émises aux différentes sociétés du groupe et lesquelles ne sont pas encore réglées.

NOTE 11 – AUTRES CREANCES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Avances et acomptes	-	-
CREANCES SOCIALES	-	-
Impôt sur les bénéfiques	2 029 760	21 609 968
TVA	1 035 059	692 406
CVAE	-	29 638
Autres créances fiscales - sociales	41 227	8
CREANCES FISCALES	3 106 046	22 332 020
Réserve de garantie sur cession CIR	355 170	776 273
Fournisseurs débiteurs		118 693
Comptes courants	11 743 945	-
DEBITEURS DIVERS	12 099 115	894 966
AUTRES CREANCES	15 205 162	23 226 986

Le poste « Impôt sur les bénéfiques » correspond aux crédits d'impôt recherche relatifs aux sociétés IDEMIA France (pour 944 milliers d'euros), Idemia Identity & Security France (pour 951 milliers d'euros) et IDEMIA Starchip (134 milliers d'euros) restant à recevoir.

Les CIR constatés en réserve de garantie correspondent aux CIR de 2017. Le CIR de l'année 2020 n'a pas encore été complètement mobilisé à fin 2020 (cession complémentaire prévue pour 2021).

Le poste « Comptes courants » correspond à des produits d'intégration fiscale relatifs aux sociétés Idemia Identity & Security France et IDEMIA Finance.

NOTE 12 – CAPITAUX PROPRES

(en euros)	31/12/2019	Affectation Résultat	Autres mouvements	Résultat 2020	31/12/2020
Capital Social	784 077 679		702 973		784 780 652
Prime d'émission	1 059 091 234		622 393		1 059 713 627
Prime indisponible	0				0
Réserve légale	0				0
Report à nouveau	-134 576 022	-36 906 072			-171 482 094
Résultat de l'exercice	-36 906 072	36 906 072		-984 553 533	-984 553 533
SITUATION NETTE	1 671 686 819	0	1 325 366	-984 553 533	688 458 652
Provisions réglementées	170 300				170 300
CAPITAUX PROPRES	1 671 857 119	0	1 325 366	-984 553 533	688 628 952

Capital social :

Au 31 décembre 2020, le capital social de la société IDEMIA GROUP SAS se compose de 784 780 652 actions entièrement libérées de 1 euro de valeur nominale chacune.

Plusieurs augmentations de capital ont eu lieu sur l'exercice :

Le 20 avril 2020, augmentation de 437 382 euros portant le capital social de 784 077 679 euros à 784 515 061 euros et résultant de la conversion de 2 169 853 actions O en actions A, puis de l'émission de 437 382 actions B de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,7011 euro ;

Le 12 juin 2020, augmentation de 264 691 euros portant le capital de 784 515 061 euros à 784 779 752 euros par voie d'émission de :

- 225 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 252 608 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission unitaire de 1,2535 euros ;
- 3 885 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;
- 7 973 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission ;

Le 11 décembre 2020, augmentation de 900 euros portant le capital social de 784 779 752 euros à 784 780 652 euros par voie d'émission de 900 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune.

(i) La valeur des actions privilégiées en circulation par catégorie d'actions au 31 décembre 2020 est :

	31/12/2020		31/12/2019	
	Nb. Actions	Montant	Nb. Actions	Montant
AP A	27 463 900	27 463 900	25 294 047	25 294 047
AP B	5 535 961	5 535 961	5 098 579	5 098 579
AP C	68 000	68 000	68 000	68 000
AP D	500 000	500 000	500 000	500 000
AP E	13 815	13 815	12 690	12 690
AP E'	3 885	3 885		
AP F	2 264 214	2 264 214	2 011 606	2 011 606
AP G	7 973	7 973	-	-
AP O	748 922 904	748 922 904	751 092 757	751 092 757
TOTAL	784 780 652	784 780 652	784 077 679	784 077 679

Chacune des catégories des actions privilégiées a des droits préférentiels différents en cas de liquidation. Toutes les actions privilégiées doivent automatiquement être converties en action ordinaires en cas de fusion entraînant un changement de contrôle.

Dans le cas d'une introduction en bourse, toutes les actions privilégiées autres qu'AP D seront automatiquement converties en actions ordinaires. Toutefois, le Conseil de surveillance peut décider que les actions AP E, AP E', AP F et AP G ne seront pas converties en actions ordinaires en cas d'introduction en bourse, sous réserve des termes et conditions décrits dans les statuts de la Société.

Les prix de conversion sont déterminés en fonction des montants définis par les droits préférentiels tels que décrits dans les statuts de la Société.

La société IDEMIA Group SAS a mis en place :

- le 14 décembre 2017 un plan d'actions gratuites classe E et classe F

- le 12 mars 2020 un plan d'action gratuites classe E' et G

au profit des mandataires sociaux et/ou des salariés d'IDEMIA Group et des sociétés dont 10% au moins du capital et des droits de vote sont détenus par IDEMIA Group :

a. Attribution gratuite des actions classe E :

- Le nombre total d'actions classe E pouvant être émises ou achetées est de 15 700 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

b. Attribution gratuite des actions classe F :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 3 550 033 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

c. Attribution gratuite des actions classe E' :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 6 439 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- L'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

d. Attribution gratuite des actions classe G :

- Le nombre total d'actions classe F pouvant être émises ou achetées est de 25 439 actions et le nombre total d'actions classe E attribuées gratuitement à chaque bénéficiaire ne pourra lui permettre de détenir individuellement plus de 10% du capital ;
- l'attribution des actions à leurs bénéficiaires ne deviendra définitive qu'au terme d'une période d'acquisition ne pouvant prendre fin avant le premier anniversaire de l'attribution ;
- la durée minimale de l'obligation de conservation des actions attribuées gratuitement ne pourra prendre fin avant le deuxième anniversaire de la date d'attribution

2020						
	Actions restant à attribuer au 1er janvier	Action émises au cours de l'exercice	Actions attribuées au cours de l'exercice	Actions annulées, rendues caduques, autres mouvements	Nombre d'actions existantes au 31 décembre	
Actions Plan E	3 825		-3 435			390
Actions Plan F	1 079 130		-356 141	-	326 808	396 181
Action plan E'	0	6 439	-4 258			2 181
Action plan G	0	25 439	-21 757			3 682
TOTAL	1 082 955	31 878	-	385 591	-	326 808
						402 434

Provisions réglementées :

Les provisions réglementées correspondent à des amortissements dérogatoires relatifs aux frais d'acquisition des titres de IDEMIA FINANCE S.A.S.

NOTE 13 – PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en euros)	31/12/2019	Dotations	Reprises	31/12/2020
Retraites IFC	64 776	45 655	-	110 432
Médailles du travail	1 539	806	-	2 345
Risque social	-	-	-	-
PROVISIONS RISQUES / CHARGES	66 315	46 461	-	112 777

NOTE 14 – ENDETTEMENT FINANCIER NET

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Emprunt obligataire	327 325 136	298 633 735	271 839 346
Intérêts courus	32 374 152	29 435 431	26 794 389
EMPRUNTS OBLIGATAIRES	359 699 288	328 069 166	298 633 735
Emprunts auprès des ets de crédit	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Intérêts courus	0	0	0
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT	202 204 861	202 204 861	202 204 861
Compte courant IDEMIA France	37 514 058	28 132 418	0
Compte courant impôt Intégration fiscale	0	19 326 966	46 853 852
Intérêts sur compte courant	41	51 231	201
Autres	240	0	
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES	37 514 339	47 510 615	46 854 053
DISPONIBILITES NETTES	-576 537	33 695	76 572
ENDETTEMENT FINANCIER NET	598 841 950	577 818 337	547 769 221

Le 30 novembre 2011, le Groupe a émis des obligations subordonnées pour un montant total de 267,5 millions d'euros à son actionnaire principal. Elles portent un intérêt à des taux compris entre 9% et 10%. Les intérêts courus sont capitalisés pendant toute la durée du contrat et seront payables à l'échéance. Les détenteurs des obligations peuvent exiger un remboursement immédiat en cas d'introduction en bourse ou de changement de contrôle du Groupe.

NOTE 15 – DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Dettes Fournisseurs	5 004 382	4 203 719
Dettes Sociales	2 031 363	4 983 140
Dettes Fiscales	783 961	275 665
DETTES D'EXPLOITATION	7 819 706	9 462 524
Jetons de présence à payer	51 419	43 750
Autres Créiteurs	1	1
AUTRES DETTES	51 420	43 751
DETTES D'EXPLOITATION ET AUTRES DETTES	7 871 126	9 506 275

Les dettes sociales sont constituées essentiellement de charges de rémunérations variables à payer (charges sociales comprises).

NOTE 16 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

(en euros)	31/12/2020	Moins d'1 an	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts participatifs Groupe et intérêts	195 815 856	150 000	195 665 856	
Créances clients	1 108 402	1 108 402		
Autres créances	15 205 162	15 205 162		
Disponibilités	585 000	585 000		
Emprunts obligataires	- 359 699 288			- 359 699 288
Emprunts auprès des ets de crédit	- 202 213 323	- 8 462	- 202 204 861	
Emprunts et dettes financières div.	- 37 514 339	- 37 514 339		
Dettes d'exploitation	- 7 819 706	- 7 819 706		
Autres dettes	- 51 420	- 51 420		
TOTAL	- 394 583 656	- 28 345 363	- 6 539 005	- 359 699 288

NOTE 17 – PRODUITS A RECEVOIR

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs - avoirs à recevoir	-	118 693
Autres créances fiscales - sociales	41 227	-
PRODUITS A RECEVOIR	41 227	118 693

NOTE 18 – CHARGES A PAYER

(en euros)	31/12/2020	31/12/2019
Prêts d'actionnaire intérêts courus	32 374 152	29 435 431
Dettes fournisseurs	4 602 687	3 938 696
Dettes sociales	1 864 391	4 554 855
Dettes fiscales	149 501	26 697
CHARGES A PAYER	38 990 732	37 955 679

NOTE 19 – PARTIES LIEES

L'ensemble des transactions pratiquées par la société sont conclues à des conditions normales de marché.

Ces transactions incluent les rémunérations versées aux dirigeants ainsi que les engagements hors bilan de la société envers ces dirigeants. Ces informations ne sont pas détaillées dans ce document afin de ne pas présenter d'information individuelle. Elles sont incluses dans la note « 9.4 Transactions avec les membres clés du management » des états financiers consolidés du groupe IDEMIA au 31 décembre 2020.

NOTE 20 – TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves et report à nouveau	% de participation	Valeur d'inventaire brute	Valeur d'inventaire nette	Prêts et avances consentis	Cautions et avals fournis	Chiffres d'affaires 2020	Résultat net 2020	Dividendes encaissés
Idemia Finance S.A.S.	1 603 571	132 177	100%	2 040 355 204	1 083 300 204			3 966	-926 048	0

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Dans le cadre de l'emprunt « Senior Facility Agreement » du 15 décembre 2016, la société IDEMIA GROUP S.A.S. et ses filiales ont accordé diverses sûretés.

S'agissant d'IDEMIA Group, les principales sûretés accordées aux banques pour permettre le financement sont les suivantes :

1. Nantissement sur des contrats de prêt inter-compagnies
2. Nantissement de certains comptes bancaires
3. Nantissement de comptes de titres de participation d'IDEMIA FINANCE S.A.S.

En 2019, IDEMIA Group a fait émettre une caution bancaire de restitution d'acompte dans le cadre d'un contrat commercial signé par la filiale IDEMIA America. Au 31 décembre 2020 le montant de cette caution bancaire est de 4,5 millions dollars.

NOTE 22 – AUTRES INFORMATIONS

22.1 EFFECTIF

L'effectif moyen s'élève à 4,42 cadres permanents sur 2020.

22.2 ETAT CONSOLIDES

IDEMIA GROUP S.A.S. est la tête consolidante du groupe IDEMIA.

22.3 HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Le montant des honoraires des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2020 figurant au compte de résultat s'élève à 682 000 euros hors taxes.

Le montant des honoraires relatifs aux services autres que la certification des comptes (SACC) s'élève à 168 250 euros hors taxes.

NOTE 23 – EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le 14 janvier 2021, augmentation de 50 512 euros portant le capital social de 784 780 652 euros à 784 831 164 euros par voie d'émission de :

- 186 actions E' de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 203 actions G de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 200 actions E de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission,
- 49 923 actions F de 1 euro de valeur nominale chacune, sans prime d'émission.